



La mémoire des anneaux

Sept siècles d'enfermement au château d'Angers

La mémoire des anneaux

Sept siècles d'enfermement au château d'Angers

18 octobre 2003 – 30 avril 2005

Château d'Angers

monum,



Ministère
Culture
Communication

Institut national
des recherches
archéologiques
préventives
+

Conseil Général
Département de Maine-et-Loire



www.angers.fr

Pour les prêts locaux

Ville d'Angers	Patrick Le Nouène, conservateur en chef des musées d'Angers Catherine Lasseur et Christine Besson, conservateurs des musées d'Angers Pierre David, photographe, musées d'Angers Sylvain Bertoldi, conservateur en chef des Archives municipales Claudine Belayche, conservateur en chef de la bibliothèque municipale Dominique Deschère, bibliothécaire à la bibliothèque municipale Le service du patrimoine historique : Dominique Letellier, chercheur auprès du service régional de l'Inventaire (DRAC Pays de la Loire), Olivier Biguet, conservateur, Martine Denis, secrétariat
Département de Maine-et-Loire	Elisabeth Verry, directeur des Archives départementales de Maine-et-Loire Brigitte Papon, directeur adjoint des Archives départementales de Maine-et-Loire Éric Jabol, photographe, Archives départementales de Maine-et-Loire Christian Gasnier, Archives départementales de Maine-et-Loire Guy Massin Le Goff, conservateur des antiquités et objets d'art de Maine-et-Loire Sophie Weygand, conservateur départemental des musées Christian Cussonneau, chercheur au service départemental de l'Inventaire Bruno Rousseau, photographe, service départemental de l'Inventaire
Beaufort-en-Vallée	Serge Maye, adjoint au maire, délégué pour le musée départemental Joseph Denais
Saumur	Jacqueline Mongellaz, conservateur en chef du château-musée de la ville de Saumur
Écuillé	Bruno de Sauveboeuf, propriétaire du château du Plessis-Bourré
Les Ponts-de-Cé	Jean-Claude Quettier, adjoint au maire, délégué pour le château-musée des Ponts-de-Cé

Nous tenons à remercier Laurent Heulot, administrateur du château d'Angers de 1995 à 2001,
pour l'intérêt qu'il a manifesté envers la présence des graffiti dans le château, ce qui a permis de lancer un projet d'exposition.

Jean Brodeur tient à remercier l'équipe du château d'Angers pour sa contribution et l'aide qu'elle apporte à la réalisation de ce projet.

Enfin, nos sincères remerciements vont également à trois stagiaires présents au château d'Angers entre janvier et septembre 2003
pour le remarquable travail effectué dans le domaine de la communication interne et externe de l'exposition :

Arnaud Brisemontier, étudiant en maîtrise de gestion à l'université François Rabelais de Tours

Angélique Caravatti, étudiante en DESS à l'Esthna d'Angers

Etienne Breuillé, étudiant à la faculté de sciences humaines de Dijon

Sommaire

Avant-propos	- Christophe Vallet, Président du Centre des monuments nationaux	10
Intentions	- Elisabeth Dreyfus, administrateur du château d'Angers	12

Introduction		16
--------------	--	----

Un château, une ville, des prisonniers

Jean Brodeur

Chapitre I		19
------------	--	----

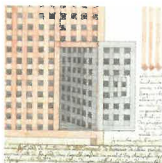


Chartre et geôles dans la ville (VI^e-XVIII^e siècle)

François Comte

- « Aux captifs, la libération » (Luc, IV, 18) : prisonniers et saints évêques d'Angers (VI^e – VII^e siècles)
- « Et les oubliettes ? » : les premiers cachots dans le palais et le château des comtes d'Anjou (X^e – XV^e siècle)
- Fiefs urbains, justices et prisons seigneuriales (XII^e – XV^e siècle)
- Vers de nouveaux lieux de détention (XV^e – XVIII^e siècle). Le pilori d'Angers

Chapitre II		31
-------------	--	----



D'une prison féodale à une prison royale (XV^e-XVII^e siècle)

Jean Brodeur

- Louis XI installe une « fillette » dans le château d'Angers
- Louis XII libère des prisonniers Vénitiens au château d'Angers
- Une prison improvisée pour les protestants

Chapitre III		39
--------------	--	----



Une prison au service d'un roi et de son règne (XVII^e siècle)

Jean Brodeur, Fabrice Pédrone

- Des batailles, des victoires, des prisonniers
- Nicolas Fouquet, surintendant des Finances, prisonnier du Roi Soleil au château d'Angers
- La naissance d'une prison d'état

Chapitre IV	47
-------------	----



De la guerre et de la prison (XVIII^e siècle)
Fabrice Pédrono

- *Le château d'Angers : prison pour les marins de la Royal Navy*
- *Des dragons dans la prison militaire du château*

Chapitre V	55
------------	----



Les idées nouvelles et la prison révolutionnaire (fin XVIII^e siècle)
Jean Brodeur, Fabrice Pédrono

- *Vers une nouvelle justice*
- *Révolution et Terreur au château d'Angers*

Chapitre VI	63
-------------	----



Premier Empire, le château de toutes les prisons (début XIX^e siècle)
Jean Brodeur, Fabrice Pédrono

- *La prison du Premier Empire occupe le « petit château »*
- *L'Europe en prison : Angers, ville de prisonniers de guerre*

Chapitre VII	71
--------------	----



Les régimes passent, la prison reste (première moitié du XIX^e siècle)
Jean Brodeur, Fabrice Pédrono

- *De nouveaux régimes, de nouvelles prisons ?*
- *Le plus terrible des enfermements : « Les insensés furieux »*
- *Les derniers prisonniers politiques du château d'Angers*

Conclusion	82
------------	----

Jean Brodeur

Avant-propos

Qu'est-ce qui, au cours de ces sept siècles, était lumière ?

Quelles activités ? Quelles menaces ?

Les informations inscrites dans la pierre, brèves et sommaires, les interstices et les ombres découpés dans l'espace des murailles, deviennent plus accessibles avec « La mémoire des anneaux ». Il n'est de patrimoine sans hommes.

Si les graffiti appartiennent à la légende de l'histoire, sans doute l'histoire redoutait-elle de les en faire sortir. La mise au jour de ces espaces de vie, de ces nouveaux territoires offerts à la curiosité et à l'attente du public, sont enfin reliés à un contexte de manière à les décoder un peu. Ils mettent l'accent sur des fonctions différentes de la forteresse au cours des siècles. Eclairage nouveau, angles particuliers de l'observation liés à une perception réelle de ces cicatrices durables, la proposition de découverte est novatrice et participe pleinement de la mission du Centre des monuments nationaux, Établissement Public sous tutelle du Ministère de la culture et de la communication, de diffusion des connaissances et de mise en valeur du patrimoine.

Plus que jamais, par la diversité de son offre de découverte et l'accent mis sur la richesse de son patrimoine archéologique et architectural de toutes époques, le château d'Angers mérite que l'on s'intéresse à son histoire. Les espaces nouvellement ouverts à la visite, dont l'accessibilité survivra à l'opération, l'élargissement de l'action culturelle et éducative, donc des publics touchés, accompagnant cette manifestation, sont autant de motifs donnés au Centre des monuments nationaux de se réjouir. Gommer un peu la notion de patrimoine sacralisé et offrir à chacun la possibilité de

partager le plaisir que l'on ressent dès lors que l'on apprend à lire un site, le comprendre avec ses propres repères, voilà bien l'un des objectifs de cette exposition.

J'adresse mes remerciements à tous ceux qui, par la mise en place d'un partenariat avec le Centre des monuments nationaux, ont ainsi montré leur intérêt et leur soutien à la mise en valeur de ce patrimoine commun.

L'Institut national pour la recherche archéologique préventive, Établissement Public sous tutelle du Ministère de la culture et de la communication, a mis à disposition du CMN l'un de ses archéologues, Jean Brodeur, qui a assuré avec une grande efficacité le commissariat d'exposition et je tenais à l'en remercier.

Le ministère de la culture et de la communication, Direction régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire a, à plusieurs titres, approuvé le projet dans sa totalité comme une illustration de sa volonté d'élargissement des publics et de diversification de l'approche patrimoniale.

Le Conseil général de Maine-et-Loire et la Ville d'Angers ont spontanément accepté d'être à nos côtés dans cette aventure ; j'en suis particulièrement heureux tant je reste convaincu que le château d'Angers est emblématique du département et de sa ville centre, et je suis persuadé que cette exposition saura leur offrir les retombées attendues en terme de tourisme, qu'il soit de proximité ou beaucoup plus éloigné.

*Christophe Vallet,
président
du Centre des monuments nationaux*

Vue aérienne du château d'Angers (mai 2001)
Tous les bâtiments visibles aujourd'hui (tours, logis royal, chapelle,
logis du gouverneur, palais comtal) ont accueilli au cours de ces
sept siècles les prisonniers (cliché Jean Brodeur, Inrap).



Intentions

Forteresse abritant une œuvre majeure de l'art médiéval, voilà ce qu'est le château d'Angers.

Pourtant, les cent-six mètres de la Tenture de l'Apocalypse aujourd'hui conservés, muséographiés dans un espace spécifique au sein du monument, ne doivent plus occulter les occupations antérieures et postérieures au XIV^e siècle, époque de la prestigieuse commande tissée de Louis 1^{er}, Duc d'Anjou.

Le promontoire rocheux sur lequel s'est implanté le château au XIII^e siècle n'a cessé d'être occupé à des fins culturelles, stratégiques, économiques, politiques voire festives : chambres funéraires néolithiques, oppidum gaulois, enceinte et habitat gallo-romain, palais comtal, forteresse défensive édifiée sous saint Louis par Blanche de Castille, résidence et chapelle ducales, logis XVIII^e abritant les capitaines et les gouverneurs. Enfin, classé monument historique depuis 1875, puis ouvert à la visite dans les années 1950, le château d'Angers n'a cessé de changer d'usage et d'image. Si durant sept siècles il a servi à l'enfermement, les 25 000 m² qu'il occupe au centre de la ville actuelle en conservent les traces tangibles. La mémoire de certains des anneaux encore présents dans l'un des cachots surplombant la Maine évoque, plus sûrement qu'un long discours, la souffrance carcérale.

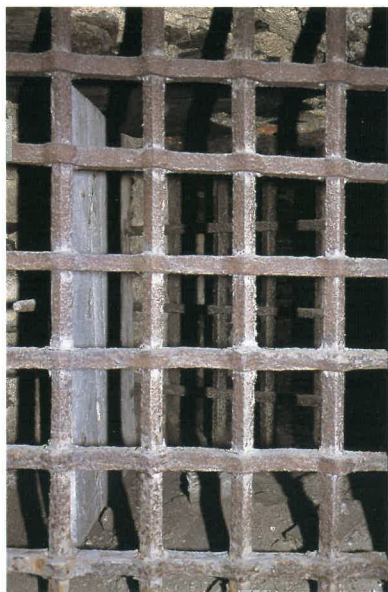
La mémoire des anneaux. Clin d'œil complice d'Angers à Nantes par le biais de ce titre, qui rappellera à certains cette magnifique exposition « *Les anneaux de la mémoire* », présentée en 1993-1994 au château des ducs de Bretagne à Nantes, qui a permis de lire quelques pages d'histoire liées au trafic négrier, (Nantes était un des principaux ports français du commerce

colonial transatlantique) et témoignage admiratif de ce travail qui avait su prouver combien il est possible, avec pudeur, délicatesse, courage aussi, de faire revivre les réalités historiques même lorsqu'elles sont dérangeantes.

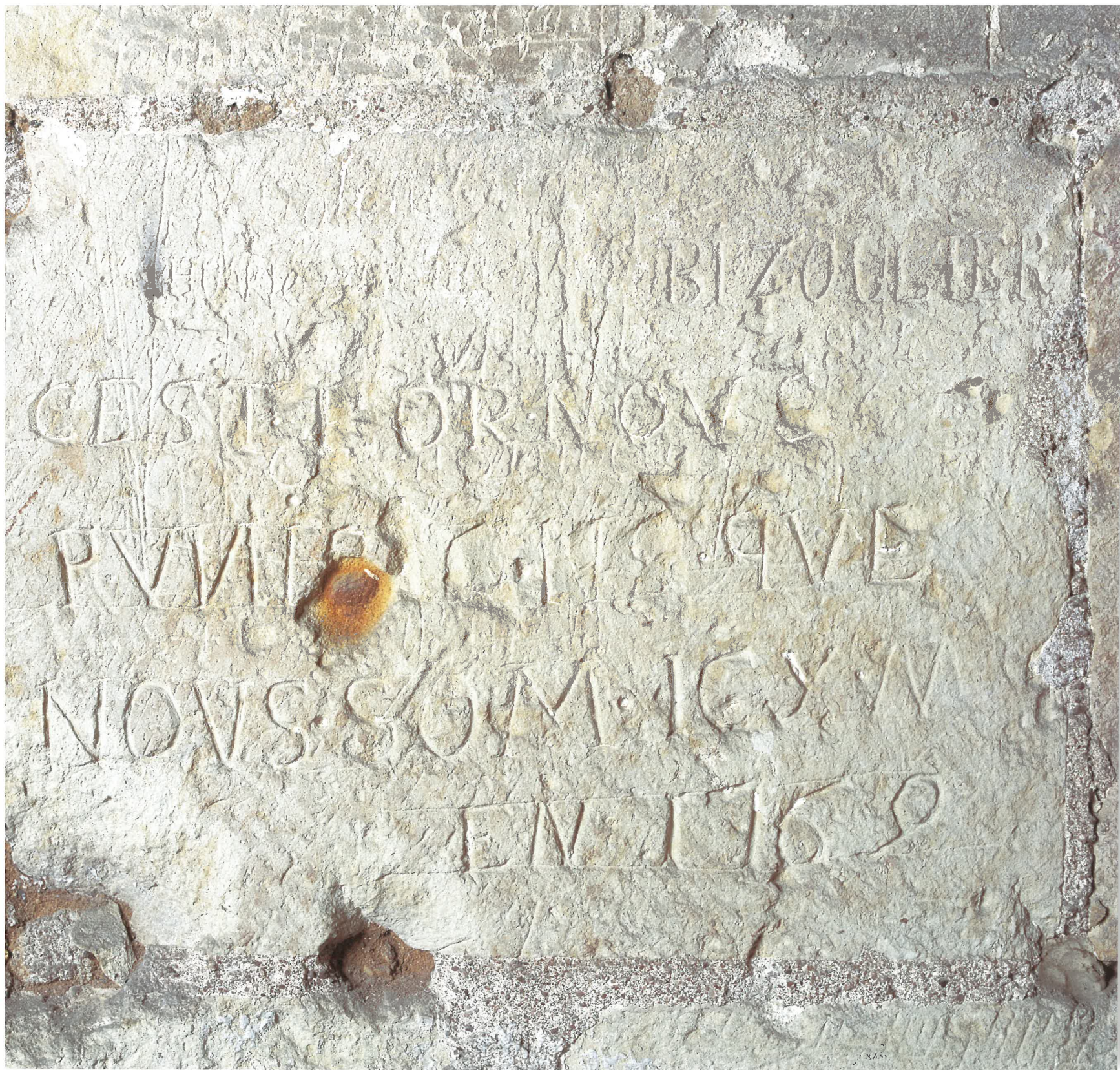
Poser un autre regard sur le château d'Angers, découvrir sous la pesanteur de son aspect minéral les ombres de ceux qui, privés de liberté, ont communiqué leurs pensées ou émotions à la pierre, se laisser toucher par la fragilité de ces traces dans l'architecture qui nous transmettent la force, voire la violence, de l'Histoire, voilà ce que propose cette exposition présentée dans la chapelle ducale.

Ce qui se donne à voir et ce qui est voilé, caché, forment un tout que l'histoire unit. Derrière ces tours au décor architecturé, où alternent schiste bleuté et calcaire blond, à l'ombre de ces jardins séduisants qui invitent à sentir et ressentir dans un esprit de douceur et d'élégance, voire de paix, un autre rôle, beaucoup moins flatteur, a également été joué par le site pendant plus de sept siècles. Cette vérité attestée donne au château une autre dimension, au sens propre comme au figuré puisque ces lieux, qui nourrissent l'imaginaire, seront peu à peu rendus accessibles aux visiteurs.

Etre moins passif dans la lecture de notre patrimoine commun si porteur de mémoire, accepter d'être ému, impressionné, blessé peut-être et affronter la présentation novatrice d'un lieu que l'on croyait bien connaître, dont les richesses patrimoniales s'avèrent loin d'être toutes révélées encore aujourd'hui, et qui ne cesse de dévoiler, dans tous ses recoins et ses arcanes, de nouveaux pans de son histoire, voilà le partage auquel nous vous convions.



Grille du cachot de la tour 17
(cliché E. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire).



BIZOUTER

CESTI-OR-NOVE

PVIT-IT-QUE

NOVS-SOM-IGY-W

EM-IT-ES

Introduction

Un château, une ville, des prisonniers.

De la ville d'Angers, c'est l'image du château qui marque la mémoire du visiteur. Cette masse imposante culmine la Maine comme une sentinelle postée sur le cours de la rivière. Elle protège la ville et verrouille le passage entre les provinces de Bretagne et du Maine. C'est dans ce but que la régente Blanche de Castille, mère du jeune Louis IX, futur saint Louis, ordonne sa construction en 1232. Il s'agit, précisément, de faire face aux Bretons qui n'ont pas hésité à envahir l'Anjou seulement regagné à l'autorité royale en 1230. Le roi de France se doit de posséder une vaste place forte pour concentrer ses troupes lors de la levée de l'ost, afin de s'opposer à cette menace permanente.

Le paysage urbain s'en trouve transformé. Un quart de l'ancienne cité gallo-romaine du Bas-Empire est exproprié pour édifier ce fleuron de l'architecture militaire de l'époque. La ville, qui s'est considérablement développée autour du vieux noyau antique, est également dotée d'une nouvelle enceinte urbaine d'un périmètre de 3,8 km armée de trente-deux tours. Le plan de l'ensemble des fortifications montre cependant que l'objectif royal fut double : se prémunir à la fois des dangers extérieurs, notamment bretons, en bâtissant une courtine orientée vers l'hostile province, et de ceux d'une population urbaine versatile, en édifiant un puissant rempart tourné vers la ville.

Le roi, représenté plus tard par un Lieutenant en résidence dans le château, peut garder sous surveillance ces angevins parfois remuants. Enfermés à l'intérieur de l'enceinte urbaine, finalement, les habitants sont prisonniers de l'autorité royale installée dans la forteresse. La ville, même après que lui soient accordées des

libéralités en 1474, vit en « liberté surveillée » jusqu'en 1790. Lorsque la royauté retrouve la pleine possession de l'Anjou en 1480 à la mort du roi René, dernier duc sans descendance mâle, elle possède, avec le château d'Angers, non seulement un « gardien », mais aussi une véritable enceinte de sûreté susceptible d'accueillir ses propres prisonniers.

A partir du début du XVI^e siècle, les mentions relatives à ce « château-prison » se font de plus en plus fréquentes. Enfermement, autorité, surveillance, liberté, justice, prisonniers, sont des termes qui apparaissent de plus en plus régulièrement dans la documentation. Ils confirment une activité carcérale grandissante au fil du temps mais intermittente, car elle suit les grands événements du royaume. Durant la période ducale, les prisonniers présents dans le château sont rares. Ils relèvent des ducs d'Anjou, seigneurs justiciers au titre des droits de haute, moyenne et basse justice. Cette rareté peut sans doute s'expliquer par la trentaine de fiefs qui couvrent la ville, dont les seigneurs (l'évêque par exemple) possèdent également des droits de justice.

Comme c'est le cas pour la plupart des seigneuries, le château ne possède pas de prison à part entière. La salle basse d'une tour, suffisamment sécurisée quant aux issues, peut suffire. La justice médiévale condamne rarement à la prison. La prise de corps permet seulement l'attente du procès, sauf pour les cas d'endettement où l'incarcération garantit aux créanciers un espoir de recouvrement de la dette. L'enfermement est donc généralement de courte durée et souvent, il arrive qu'il faille improviser le lieu de détention. La



Collier de cou (XVIII^e siècle) utilisé au Moyen Âge et encore au XIX^e siècle (Fontainebleau, musée national des prisons) (Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)

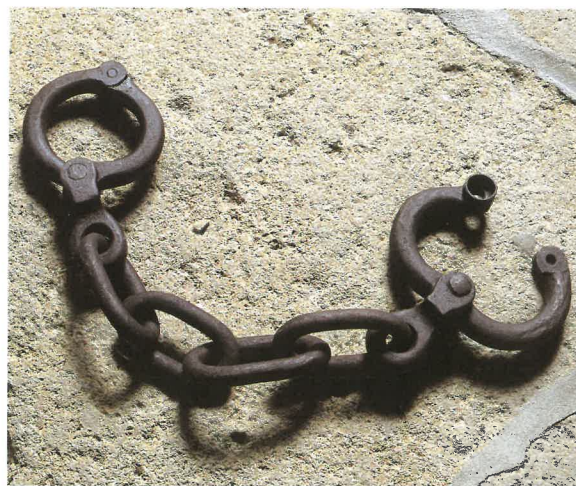
situation est un peu différente lorsqu'il s'agit de retenir prisonnier un haut personnage, destiné à être échangé contre une rançon à échéance plus ou moins longue. Ainsi, le roi de France Jean le Bon, fait prisonnier à la bataille de Poitiers en 1356, passe quatre ans à Londres et ne revient en France qu'après avoir consenti à livrer ses trois fils, dont Louis I^{er} d'Anjou, à leur tour otages des anglais.

Les grandes mutations de la société médiévale de la fin du XV^e siècle sont perceptibles dans l'organisation de la province d'Anjou et de sa capitale. En 1474, Louis XI accorde à la ville des privilèges, dont des droits de police et de justice. Une prison appartenant au corps de ville devient indispensable. Cette prison se trouvait près du présidial, non loin du pilori. Le roi conserve le château qui devient un outil de sa politique personnelle : il y enferme les opposants à son pouvoir dans une cage, la fameuse « fillette ». Le château peut dès lors être considéré comme une prison d'exception. Quel qu'en soit le motif, un ordre du roi ou de son représentant sur place est nécessaire pour une incarcération dans la citadelle. Cette dernière permet facilement la mise au secret et, loin du Louvre puis de Versailles, les éventuelles agitations populaires sont estompées par la distance.

Les prisonniers de guerre entrent également dans ce caractère exceptionnel. Aux XIV^e et XV^e siècles, les évolutions conjointes de l'Art militaire et de l'armement, la constitution du royaume comme un véritable état centralisé, ont considérablement modifié la physionomie des armées. L'idéal chevaleresque subsiste dans les rangs de la noblesse mais une victoire entraîne parfois des centaines,

voire des milliers de prisonniers dans la « piétaille ». Ceux-ci se retrouvent alors sous la souveraineté du roi de France. Il s'agit de les garder afin d'affaiblir les forces ennemies, en évitant qu'ils ne retournent immédiatement dans leurs rangs. Surtout, ils servent de monnaie d'échange contre les prisonniers détenus par l'adversaire. Offrant espace et sécurité, la forteresse d'Angers est idéale pour retenir ces effectifs importants. Cependant, les victoires successives de la monarchie française jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, puis de l'Empire, engorgent périodiquement la forteresse ; il s'avère parfois indispensable de réquisitionner d'autres lieux à Angers. On va jusqu'à permettre aux prisonniers-officiers de loger chez l'habitant contre leur parole de ne pas s'échapper, et sous condition qu'ils respectent certaines règles.

Les graves crises politiques sont à l'origine d'arrivées tout aussi occasionnelles de prisonniers. Les guerres de Religion, la Fronde, la Révocation de l'Édit de Nantes et, bien sûr la Révolution, chargent la forteresse en hommes. Systématiquement, le château assume un rôle de relais des décisions du pouvoir. Les idées du Siècle des Lumières, qui explosent en 1789 avec un certain paradoxe, donnent sa pleine expression pénitentiaire au château d'Angers. Les troubles de la Terreur engendrent de nombreuses arrestations souvent arbitraires. La forteresse regorge de prisonniers pour deux raisons : idéologique et pratique. D'une part, les prisons « féodales » angevines et les peines à supplices sont supprimées avec les privilèges. D'autre part, le château ancré au pouvoir central se voit, de fait, l'idéal substitut, puisqu'il



Entrave de pied (XVIII^e siècle)
(Musée national des prisons, Fontainebleau)
(Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire).

présente l'espace et les conditions de sécurité suffisants pour accueillir cette foule de détenus.

En toute logique, dans la continuité du pouvoir, le château devient la première prison pénale républicaine d'Angers qui va subsister jusqu'en 1856.

On le voit, l'histoire du château-prison est très riche. Plusieurs milliers de détenus ont séjourné entre ces murs depuis le XIII^e siècle. Mais la valeur architecturale unique de la forteresse a été occultée par la Tenture de l'Apocalypse commandée par Louis I^{er} d'Anjou vers 1375, œuvre de renommée mondiale qu'elle recèle depuis 1954.

Le travail de recherche entrepris il y a quelques années commence à faire ressurgir ces hommes de l'ombre dans laquelle l'Histoire les avait plongés. Il y a des textes bien sûr, que leur nature administrative rend souvent rigides et impersonnels. Sans oublier cette face incontournable, il faut essayer d'aller au-delà, retrouver avant tout ces mémoires d'hommes, tenter de voir le prisonnier du roi René présent en 1474 dans la salle basse de la tour aujourd'hui dite du Moulin, les espagnols capturés lors des batailles de Rocroi et de Lens, ces marins anglais échoués au hasard de décisions royales dans les tours, la chapelle du château et bien d'autres. Seul, le surintendant Fouquet, interné trois mois au château, sous la garde du fameux d'Artagnan, avait retenu l'attention.

Retrouver les prisonniers et l'univers carcéral n'est pas chose aisée car ces populations sont par définition « discrètes », voire cachées par les pouvoirs. Il faut traquer l'information dans chaque recoin de la forteresse, jusque

dans son sous-sol. Pourtant ces hommes ne sont pas tombés totalement dans l'oubli. Pour lutter contre le temps, exister face à leurs geôliers, ils nous parlent avec leurs graffiti. Dans ces dessins, transparait leur quotidien fait d'angoisse et d'inquiétude face à leur destin précaire. Les portes à guichet de certains cachots, encore intactes, s'ouvrent toujours sur ce sombre univers. Les prisonniers y ont disparu mais leurs entraves pendent encore aux murs. Ces chaînes et ces anneaux de fixation sont les derniers gardiens d'une mémoire qui a bien failli tomber dans l'oubli.

Jean Brodeur,
commissaire de l'exposition

Bibliographie

Bertoldi Sylvain, Olivier Gallard, *L'Anjou, confluences d'histoire*, Angers, 2001.

Brodeur Jean, *Document final de synthèse, fouilles du château d'Angers, volume 1 : sources historiques*, rapport dactylographié conservé à la DRAC des Pays de la Loire (Service régional de l'archéologie), Angers, 1997.

Mallet Jacques, *Angers, le château* (Maine-et-Loire), Nantes, 1991 (*Images du Patrimoine* n° 87).

Mesqui Jean, Brodeur Jean, Chevet Pierre, *Le château d'Angers*, Paris, 2001 (*Itinéraires du Patrimoine*).

Verry Elisabeth, Pipon Brigitte, *Quand le duc s'appelait Louis ; Louis I^{er} et Louis II, ducs d'Anjou 1360-1417*, catalogue d'exposition, Archives départementales de Maine-et-Loire, Angers, 1998.



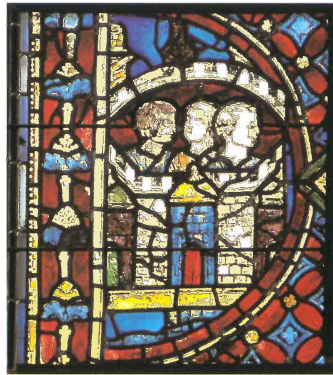
La visite aux prisonniers d'Abraham Bosse (1602-1676). La visite aux prisonniers est un des devoirs que doit accomplir le chrétien. C'est une représentation assez courante du Moyen Âge au XVIII^e siècle. (Bibliothèque du Protestantisme français, Paris).



VI^e-XVIII^e siècle

Chapitre I

Chartre et geôles dans la ville (VI^e-XVIII^e siècle)



Représentation symbolique d'une prison (enceinte crénelée et porte basse) et de trois captifs (barbus et enchaînés) attendant leur libération par l'évêque Julien qui demande leur grâce au *defensor civitatis* du Mans (vitrail du chœur de la cathédrale d'Angers, XIII^e s.).



Saint Aubin, évêque d'Angers (538-550), libère de prison la noble Etheria, Anonyme, huile sur bois, 1637, Trésor de la cathédrale d'Angers.

Durant le Moyen Âge, la prison est désignée sous des noms variés : chartre (du latin *carcer*), geôle, « harès » ou « prisio » (mise aux arrêts) et même ergastule renvoyant aux cachots antiques réservés aux esclaves condamnés.

La première mention à Angers faisant référence à la prison date du VI^e siècle. On la trouve dans la vie de l'évêque saint Aubin où l'assistance aux prisonniers est déjà un devoir religieux. La principale prison, devenue comtale puis royale, constitue avec celle de l'évêque la seule geôle rationnelle et permanente de la ville. Elle était localisée dans une tour de la porte orientale de l'enceinte de la Cité.

Aux XI^e et XII^e siècles, le développement de la justice seigneuriale multiplie les lieux de détention mais leur nombre ne doit pas faire illusion. Les locaux sont petits et aménagés, en particulier, dans des caves non prévues à cet usage. Quant au château, auparavant palais comtal, seuls quelques prisonniers de guerre de marque y sont détenus occasionnellement. À Angers, comme ailleurs, la prison reste longtemps un lieu de détention préventive où les séjours sont de courte durée. À la fin du Moyen Âge, elle devient une sanction appliquée en cas de récidive, ou bien complémentaire d'amende, voire de substitution en cas de pauvreté.

Au XVII^e siècle, l'afflux de prisonniers de guerre et l'apparition de nouvelles populations carcérales contribuent à établir à Angers d'autres prisons et maisons de force.

**« Aux captifs, la libération »
(Luc, IV, 18) :
prisonniers et saints évêques d'Angers
(VI^e – VII^e siècles)**

« Il [saint Lézin] fit un signe de croix sur la porte du cachot.

Dieu permit qu'elle s'ouvrît d'elle-même, sans que personne y mit la main pour en forcer les serrures très solidement fermées. Alors tous les captifs s'échappèrent en courant ».

Anonyme, *Vie de saint Lézin, évêque d'Angers* (VII^e siècle).

La première prison publique d'Angers fut longtemps établie dans l'une des deux tours qui composaient la principale porte de l'enceinte de la Cité, s'ouvrant à l'origine en direction de Tours. Elle fut désignée sous les vocables de porte orientale, Hugon, Saint-Aubin puis de la Chartre et enfin de la Vieille-Chartre. Ce nom de chartre ou chartrerie, désignant clairement sa fonction carcérale, n'apparaît qu'au XIII^e siècle. Pourtant cette utilisation est ancienne puisqu'on la retrouve mentionnée dans plusieurs *vitae* des premiers évêques d'Angers. La visite des prisonniers constitue l'une des obligations charitables de l'évêque envers ses fidèles, reprenant ainsi un précepte évangélique. Le Christ enseigne qu'au jour du jugement, il considérera cette action comme un service rendu à lui-même en personne (Mt, XXV, 36). Le premier saint évêque dont on connaisse la vie, Maurille (V^e siècle), délivre des prisonniers à Chalonnes et achète le domaine de Jarzé afin de fournir un revenu aux clercs de la cathédrale pour procurer des vivres aux captifs.

À plusieurs reprises, Aubin (538-550) libère des prisonniers dans son diocèse en particulier la noble Etheria. Mais l'épisode le plus célèbre reste celui des hommes détenus pour soupçon de meurtre. Ce premier cas d'emprisonnement préventif à Angers est rapporté par le poète Venance Fortunat (VI^e siècle). Détenus dans une des tours de la porte orientale de la Cité, ces « condamnés », nous dit de manière contradictoire le texte, demandent à Aubin d'intercéder en leur faveur. Notre évêque intervient alors auprès du juge pour qu'ils soient relâchés. Faute de succès, il pria et fut exaucé car une grande pierre de ce

(règlement des petits délits). Sur la trentaine de fiefs à Angers au Moyen Âge, les mieux connus et les plus stables sont les fiefs ecclésiastiques : l'évêque, cinq abbayes, sept chapitres séculiers, trois prieurés, deux commanderies, un hôpital. Le fief du roi quant à lui est important et disséminé dans toute la ville. À ces seigneurs, hauts justiciers pour la plupart, s'ajoutent quelques fiefs laïcs très mal connus dont la majorité dépend des seigneurs installés loin de la ville, comme par exemple, celui de Château-Gontier.

Doit-on compter environ trente prisons pour la ville d'Angers ? Les sources nous instruisent seulement sur douze lieux d'enfermement. Bien que les documents soient parfois lacunaires, ils nous apprennent que les laïcs appliquent souvent jugement et emprisonnement sur leurs domaines hors Angers. Au cours du Moyen Âge, la disparition de petites seigneuries laïques, au profit des ecclésiastiques, provoque une réduction notable des fiefs. D'autres prisons ne sont pas liées à des droits de justice issus de leurs domaines. Ainsi, l'officialité, tribunal diocésain, juge les clercs et les affaires relatives à l'Église ou encore la cour de justice des trois archidiacres et celle du trésorier du chapitre cathédral, dont le ressort est limité à la cathédrale. On sait aussi que les chanoines exercent eux-mêmes leur justice dans leur domaine et leur maison canoniale. Dans la maison canoniale Saint-Julien, René Lehoureau rapporte qu'en 1714, l'on y voyait encore une entrave de cou. Toutes ces juridictions ne possèdent pas forcément une prison. Le chapitre cathédral prête volontiers la sienne à ses dignitaires (doyen, trésorier et archidiacres). L'évêque, seigneur temporel, et l'officialité partagent les mêmes locaux pénitentiaires. Des fiefs très limités comme ceux de l'abbaye Toussaint ou du prieuré Saint-Éloi ne nécessitent pas la construction d'une prison.

Aussi important que soit le nombre de seigneurs donc d'autorités (roi, laïcs,

ecclésiastiques) ayant sur leur domaine le droit de juger et de châtier, il existe peu de prisons, d'autant qu'au Moyen Âge, on ne condamne qu'exceptionnellement à l'enfermement. Les textes juridiques issus des coutumes d'Anjou-Touraine, compilés dans les *Établissements de saint Louis* vers 1270, nous fournissent quelques exemples de procédures civiles usant de la prison :

- l'accusateur peut être enfermé avec son accusé jusqu'à la vérification du délit. Ce double emprisonnement, visant à limiter la diffamation n'est généralement appliqué que lorsqu'il y a soupçon de meurtre, de violence et « d'aucun grand meffait » en attendant le procès.

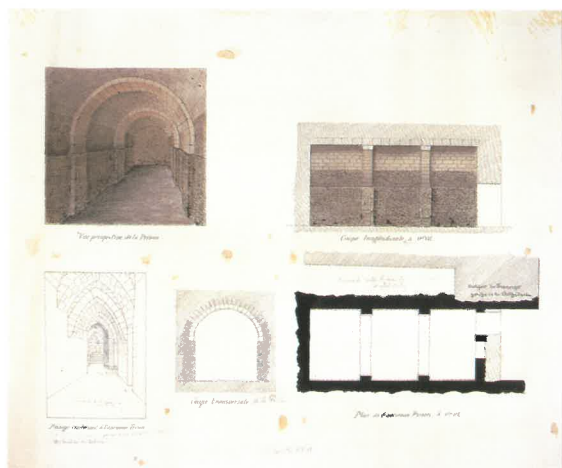
- La prison pour dette est fréquente. Si l'endetté ne peut pas payer, il doit vendre ses biens et est maintenu en cellule tant que son débiteur n'est pas réglé. Durant sa détention, il peut recouvrer ses biens afin de payer sa dette.

Pour éviter la prison, on a recourt au cautionnement, ce que fait par exemple le receveur des deniers du roi René en 1455. Cette solution a la préférence des parties. En effet, malgré l'existence du geôlage (frais de garde et de nourriture), l'incarcération coûte cher au seigneur. Cette sorte de droit d'écrou, qui différencie les conditions de traitement, est perçue avec difficulté, et bien des fidèles ou établissements religieux font des aumônes aux « pauvres prisonniers ». Au XVII^e siècle, le juriste angevin Pierre Ayrault encourage toujours les mesures visant à éviter l'emprisonnement. L'ordonnance royale de Louis XIV, en 1670, fait d'ailleurs un usage réduit de la prison.

À l'arrivée du prévenu, « le greffier des prisons et chartres d'Angers » (l'un des premiers titulaires, au début du XV^e siècle, est Jean de la Vignolle) note sur une sorte de registre d'écrou la date d'entrée, le motif de l'accusation, les dates d'interrogatoires par les juges. Il fait également procéder à la vérification, par un barbier, de la qualité de clerc de l'accusé. En effet, les tribunaux ecclésiastiques étant réputés plus cléments



L'escorte du prisonnier.
Des hommes d'armes conduisent un homme, les mains liées dans le dos, vers la prison (extrait d'Azon, *Somme sur le code de Justinien*, XIII^e siècle ; Bibl. mun. Angers, ms 338, fol. 121 r^o).



La prison épiscopale (XII^e-XIII^e siècles).
Le développement de l'officialité (tribunal diocésain) entraîne la construction de prisons dans une cour de la résidence épiscopale à proximité de l'enceinte de la Cité.
C'est la seule prison médiévale encore conservée à Angers
(dessin, Ernest Dainville, 1892 ; Arch. départ. de Maine-et-Loire, 25 J 85).



Scène d'emprisonnement (XVI^e siècle).
Dans ce fragment de tapisserie, on aperçoit saint Florent escorté d'hommes en armes et mené en prison avec son frère saint Florian. Comme dans bien des villes, la prison est ici une tour aux fenêtres grillagées. Cette représentation est fréquente dans l'iconographie des saints comme celle de sainte Barbe (tapisserie de l'abbaye Saint-Florent de Saumur, 1524 ; Trésor de la cathédrale d'Angers).

que les tribunaux civils, les fraudeurs, parfois, se tonsurent eux-mêmes. Le geôlier vérifie aussi que le détenu n'a sur lui ni bourse d'argent, ni lettre, ni arme ou ceinture, et le visite quatre fois par jour. Sans autorisation, on ne peut voir le prisonnier. Par ailleurs, seul le chauffage au charbon est toléré dans la journée. Responsables en cas d'évasion, il est fréquent que les gardes retiennent les prisonniers par des chaînes car les prisons seigneuriales, établies dans des locaux peu appropriés, sont très propices à la fuite.

Sur les douze prisons repérées dans les sources écrites, seules quelques unes sont bien localisées dans l'enclos religieux. Il s'agit souvent de bâtiments limités en surface, en sous-sol et ne jouxtant pas obligatoirement l'auditoire de justice. Dans les collégiales Saint-Martin et Saint-Laud, ce sont les caves qui servent de prison (celle de la maison du bedeau ou du doyen). A l'abbaye du Ronceray, elle n'est probablement plus utilisée au XV^e siècle. A l'abbaye Saint-Serge, la prison démolie en 1557 à l'occasion de l'entrée du roi, n'est pas reconstruite. En revanche, d'autres bâtiments apparemment plus importants ont donné leurs noms à une rue, comme la chartre Saint-Maurille reconstruite en 1755 en arrière de l'actuelle place du Ralliement.

A partir de saint Louis, le roi tente de limiter les droits des seigneurs hauts justiciers, ce qui conduit à réduire le nombre de prisons. Les empiètements de la justice royale sont fréquents et l'évêque ne cesse de défendre ses droits en la matière. Au XV^e siècle, Jean Michel excommunie publiquement le juge d'Anjou qui avait enfermé des clercs dans les prisons de la ville. La principale prison de la ville est celle appelée la Grande chartre ou Tour carrée, en raison de la forme de ses tours à talon, puis à la fin du XV^e siècle, la Vieille-Chartre. Elle est régulièrement entretenue par le comte puis par le duc d'Anjou. En 1408, la reine Yolande d'Aragon, femme du duc Louis II, la fait couvrir d'ardoises. Le

roi René dispose aussi de prison dans ses manoirs proches d'Angers. Dans celui des Rivettes aux Ponts-de-Cé, il y enferme, en 1455, Briend Buynart, huissier de la Chambre des comptes d'Anjou.

Les principales prisons ecclésiastiques appartiennent aux chanoines de la cathédrale et surtout à l'évêque. En 1102, Marbode, ancien maître-école de la cathédrale, devenu évêque de Rennes, est jeté enchaîné par les opposants à la candidature de l'évêque Renaud de Martigné. Le scandale est considérable. En 1140, l'évêque Ulger y fait conduire quatre voleurs retenus indûment dans les prisons du comte. Les évasions semblent aisées, tel ce moine de Saint-Serge qui libère sans permission trois personnes à l'époque de Guillaume le Maire (1291-1317). Au début du XVI^e siècle, l'évêque François de Rohan, s'apercevant de la pauvreté des prisonniers, les met « hors de prison sans pugnition et il faisait faindre qu'ils estaient échappez ».

Durant tout le Moyen Âge, les évêques continuent à exercer le droit de grâce dans toutes les prisons, souvent à l'occasion de grandes fêtes ou lors de leur entrée dans la ville après leur nomination. En 1492, des prisonniers de guerre sont ainsi délivrés lors de l'entrée de l'évêque Jean de Rély. De la dizaine de cellules qui existait, entre la grande salle du palais, le mur d'enceinte et le transept nord de la cathédrale, il n'en reste plus qu'une aujourd'hui transformée en cave. Elle mesure 3,35 m sur 7,85 m de large. Sa voûte de tuffeau en berceau est soutenue par deux arcs doubleaux. Malheureusement, les quelques graffiti mentionnés au XIX^e siècle ont totalement disparu.

Le chapitre cathédral Saint-Maurice possède sa prison située, au moins depuis le début du XV^e siècle, dans la maison du grand bedeau, également geôlier. Elle joint la maison canoniale de l'*in pace*, peut-être ancienne prison d'après son nom. On connaît les délits, d'ailleurs assez mineurs,

qui y conduisent et en font un lieu de pénitence : un chapelain parti sans permission, un maître de la psallette arrogant, un sous-diacre ayant refusé de chanter ou un chanoine ayant désobéi aux ordres du chapitre. Un autre motif est évoqué dans la constitution synodale d'Angers de 1423 : l'impossibilité de payer l'amende de 60 sous en cas de blasphème. Selon l'historienne Nicole Castan, « *la geôle devient alors la sanction de la pauvreté* ».

Outre l'Église, d'autres institutions préconisent, de façon exceptionnelle, quelques peines d'emprisonnement. Les statuts de communautés de métiers prévoient, pour les fraudeurs récidivistes, des amendes augmentées d'une peine de prison, appliquées, dans les faits, avec parcimonie. Le choix entre amende et prison peut être laissé au juge. En 1464, le roi René édicte un règlement de voirie qui condamne les infractions à des amendes ou des « *paine de prisons* ». La prison pénale devient donc une réalité à la fin du Moyen Âge.

Vers de nouveaux lieux de détention (XV^e – XVIII^e siècle)

« Or y avoit, pour le temps, à la chartre Geollier nouveau, qui prisonniers enchartre...

Que mes amys tous voudront bien pourvoir

A me nourrir et me faire grant chère

En la prison, qui me sera bien chère... »

(Charles de Bourdigné, *La légende joyeuse de maistre Pierre Faifeu*, Angers, 1532).

Le pilori est installé au bas de la place qui porte désormais son nom (cf. encadré page 28) au moins depuis le milieu du XV^e siècle. Sa proximité avec la place des Halles, lieu traditionnel d'exécution, est sans doute à l'origine de l'établissement de la prison royale à l'entrée de cette place (actuelle place Louis-Imbach).

Ce transfert s'effectue définitivement en 1484, au moment où le roi Charles VIII modifie les privilèges accordés par Louis XI au corps de ville, en particulier sur le droit de justice qui revient de nouveau à la sénéchaussée et prévôté royale. La nouvelle prison utilise alors une des deux portes qui ferment la place. Elle s'agrandit, en 1523, avec la construction de neuf nouveaux cachots le long d'une rue appelée plus tard rue de la Chartre (actuelle rue Léon-Jouhaux où se trouve la Bourse du travail). Des cellules grillagées mesuraient environ 3,25 m de longueur sur 2,60 m de largeur. Par ailleurs, la prison comporte des chambres pour les geôliers ainsi qu'une chapelle desservie par les cordeliers dont le couvent se situe à proximité. Les prisonniers qui décèdent sont inhumés au cimetière de Saint-Michel-du-Terre. L'espace de la prison se révèle rapidement insuffisant. Les grâces accordées lors des entrées royales, comme ce fut le cas en 1548 à l'occasion de la venue de la reine d'Écosse Marie Stuart, permettent de remédier à cette situation.

Dès la fin du XV^e siècle, l'afflux de prisonniers de guerre pose certains problèmes à la ville. La « Guerre Folle » (l'une des guerres menées contre la Bretagne), amène des captifs qu'il faut loger au plus vite dans cette ville frontière avec la Bretagne. Pour les recevoir, on aménage des portes de ville, en particulier celle de Saint-Aubin en 1485. À l'époque des guerres de Louis XIV, en raison de leur nombre, les espagnols prisonniers, après la bataille de Rocroi (1643), sont internés dans les principales portes de ville (Saint-Aubin, Saint-Michel, Saint-Nicolas et Lionnaise) et dans les bastions de la Haute-Chaîne et de Saint-Serge. Les gardes sont assurées par les bourgeois et artisans de la ville. Le château ne peut plus, à lui seul, faire face à ces arrivées massives. À la suite des batailles de Neerwinden et de La Marsaille, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, (coalition européenne contre la politique d'agression menée par Louis XIV) trois cents espagnols



Vue d'une prison (XVIII^e siècle). La prison est fréquemment une cave dont on aperçoit, ici, le soupirail grillagé. (Tapisserie de saint Jean-Baptiste pour l'hôpital Saint-Jean d'Angers, atelier d'Aubusson ; XVIII^e siècle ; Trésor de la cathédrale d'Angers).

sont enfermés au moulin du Barreau à l'entrée du pont des Treilles en 1694. Dès la fin du XVII^e siècle, il devient donc difficile de trouver des lieux d'emprisonnement disponibles. Il en est de même en 1712, au lendemain de la bataille de Denain quand arrivent quatre cents prisonniers allemands et hollandais. En 1747, après les victoires de Rocoux et de Berg-op-Zoom (guerre de la succession d'Autriche), les prisonniers sont même logés, à leurs frais, chez l'habitant. En 1779, des officiers de marine anglais, capturés au cours de la guerre d'Indépendance américaine, sont autorisés à séjourner à l'Académie d'équitation (actuelle caserne des sapeurs-pompiers) mais ils sont tenus d'être à l'intérieur de l'enceinte chaque soir.

Une autre catégorie de prisonniers se révèle vite encombrante pour la ville. Un arrêt du parlement de 1485 autorise les saisies de vagabonds et leur incarcération dans les prisons royales. Cet emprisonnement administratif se poursuit au XVII^e et XVIII^e siècles. En 1715, le corps de ville fait emprisonner « filles et vagabonds » dans les portes Lionnaise et Saint-Nicolas, puis en 1724, leur nombre croissant, la maréchaussée poursuit les mendiants, en majorité étrangers à la ville, pour les enfermer quelque temps dans une maison isolée, à l'intérieur de l'hôpital général (détruit lors de la percée du boulevard Descazeaux dans la Doutre).

D'autres bâtiments accueillent temporairement des prisonniers. En 1625, en route pour les galères de Marseille, des huguenots enchaînés traversent la ville d'Angers et s'arrêtent à l'auberge des *Trois Rois*, rue Bressigny. Au XVIII^e siècle, l'auberge de l'*Épée royale* rue Saint-Jacques recevait pour deux jours tout au plus, la « chaîne » c'est-à-dire le convoi des condamnés qui traverse la ville en direction des bagnes de Brest ou de Rochefort. Plus surprenant encore, en 1622, dans son journal, Jean Louvet, sergent royal, nous rapporte qu'on enferme plusieurs semaines

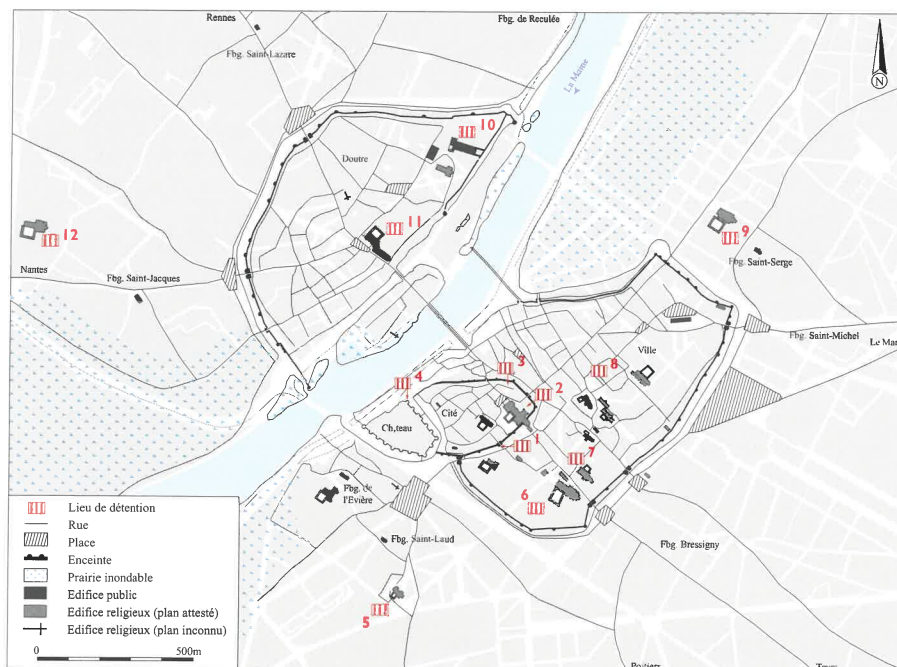
la duchesse de Rohan, épouse du chef protestant, dans une maison canoniale de la Cité qui avait été « *fortifié et grillé de grilles de fer où elle a été mise prisonnière et gardée par des gardes de sa majesté* ».

A partir du XVII^e siècle, le pouvoir royal encourage systématiquement les communautés religieuses à faire fonction de maisons de force, premiers lieux de détention répressifs de longue durée. Les personnes sont internées soit par autorité de justice, soit à la demande des familles. Vers 1675-1681, la communauté des Pénitentes construit le « refuge » destiné aux prostituées. Au XVIII^e siècle, d'autres catégories de femmes y sont détenues. Ainsi, en 1751, pour avoir diffamé des « *ministres et gens en place* », Geneviève Gravelle est transférée des Pénitentes à la Bastille. En 1789, la dame Frédoit se plaint d'être restée longtemps enfermée aux Pénitentes par « ordre ministériel ».

Les frères des écoles chrétiennes, installés d'abord au Sabot en 1744 dans le faubourg de l'Esvière puis à la Rossignolerie (actuel lycée David d'Angers) en 1782, reçoivent des « *pensionnaires retenus de force* ». Ils disposent, à l'Esvière, de cinq « chambres fortes ». C'est l'une des trois maisons correctionnelles de la congrégation où les frères accueillent aussi bien des détenus par « *lettre de cachet que par décision de parents mécontents de la conduite de leurs enfants* » selon les mémoires de François-Yves Besnard. A Angers, comme dans tout le royaume, le succès rencontré par ces maisons de force tenues par les religieux est notable. D'ailleurs, la majorité des écroués par lettre de cachet y est enfermée.

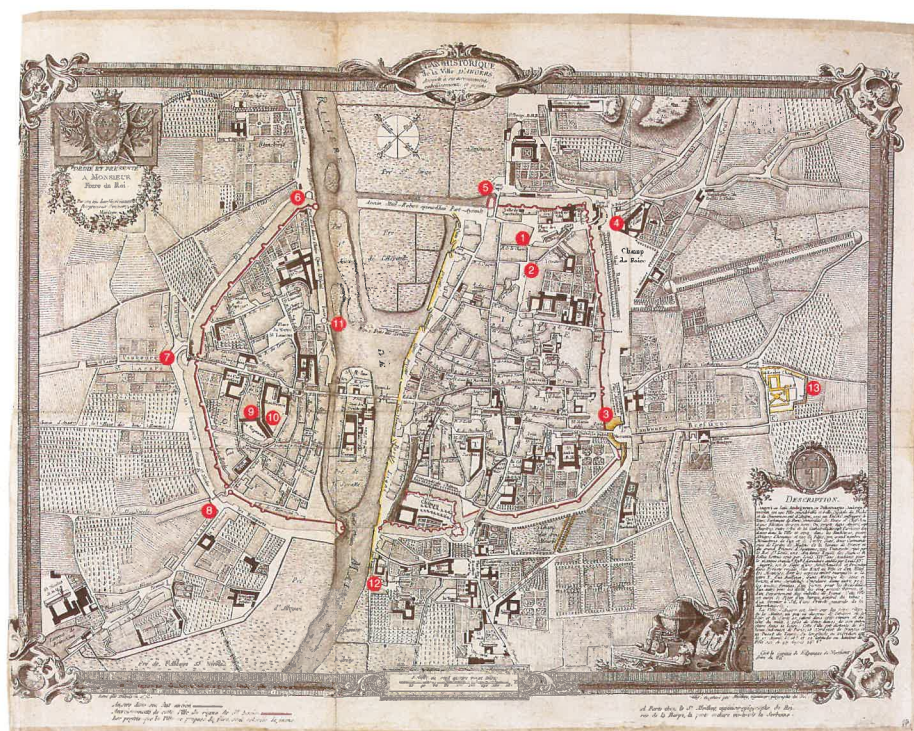
Fortification et prison sont souvent associées : porte de ville, tour d'enceinte, château ont servi de lieux de détention. A l'époque de saint Louis déjà, la limitation des droits seigneuriaux contribue à une réduction des prisons seigneuriales. La

prison, essentiellement préventive, en attente d'un jugement ou d'une exécution, devient peu à peu une peine pour faute légère à l'imitation de ce qu'applique déjà l'Église. Il s'agit souvent d'une peine de substitution. A partir du XVII^e siècle, les prisons se diversifient : prison royale, geôles seigneuriales, maison de force ou correctionnelle. Elles se spécialisent : prison royale pour les détenus de droit commun, enceinte et château pour les prisonniers de guerre, quartiers de force aux Pénitentes pour les femmes, l'hôpital général pour les vagabonds et frères des écoles chrétiennes pour les enfants en voie de délinquance.



Prisons à Angers au Moyen Âge.
(Dates d'attestation et localisation dans le bâti actuel)
(Plan Fr. Comte, infographie : L. Daudin et C. Mahé)

- 1 – La Chartre (VIe s., 16 rue Rangeard)
- 2 – Officialité et évêque (XIIe s., 2 rue du Chanoine-Urseau)
- 3 – Chapitre cathédral (XVe s., 7 rue du Parvis Saint-Maurice)
- 4 – Château (XIe s., tour du moulin au XVe s.)
- 5 – Collégiale Saint-Laud (XVIe s., 62 rue Faidherbe)
- 6 – Abbaye Saint-Aubin (XIIe s., emplacement inconnu)
- 7 – Collégiale Saint-Martin (XVe s., 17 rue Saint-Martin)
- 8 – Collégiale Saint-Maurille (XVe s., 14 rue Cordelle)
- 9 – Abbaye Saint-Serge (démolition XVIe s., près de la rue Bureau)
- 10 – Hôpital Saint-Jean (XIVe s., emplacement inconnu)
- 11 – Abbaye du Ronceray (XIIIe s., emplacement inconnu)
- 12 – Abbaye Saint-Nicolas (XIIIe s., emplacement inconnu)



Nouvelles prisons et maisons de force (XV^e – XVIII^e siècle).
On a indiqué les premières mentions pour la fin du XV^e siècle. Les autres lieux n'ont véritablement été utilisés comme prison qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles.

- 1 – La Chartre ou prison royale de la place des Halles (1484)
 - 2 – Le pilori, poteau avec carcan et échelle de justice (avant 1459)
 - 3 – Porte Saint-Aubin (1485)
 - 4 – Porte Saint-Michel
 - 5 – Boulevard Saint-Serge
 - 6 – Bastion de la Haute-Chaine
 - 7 – Porte Lionnaise
 - 8 – Porte Saint-Nicolas
 - 9 – Maison de force des Pénitentes ("Le Refuge")
 - 10 – Hôpital général (maison de force pour les mendiants)
 - 11 – Moulins du Barreau au pont des Treilles
 - 12 – Le Sabot (maison de correction)
 - 13 – La Rossignolerie (maison de correction)
- "Plan historique de la ville d'Angers", Dubois et Moithey, 1776.

Le pilori, conservé pendant longtemps dans les jardins de l'hôpital Saint-Jean, ancien musée d'antiquités, est désormais à l'abri des intempéries dans les réserves des musées d'Angers. C'est un simple poteau de bois de section carrée (0,35 m de côté) et d'environ 3,50 m de haut. D'après Julien Péan de la Tuillerie (1778), il était surmonté des « armoiries royales pour marque de justice et garni d'un collier ou carcan de fer pour attacher les criminels ». C'était le signe visible des principaux seigneurs hauts justiciers.

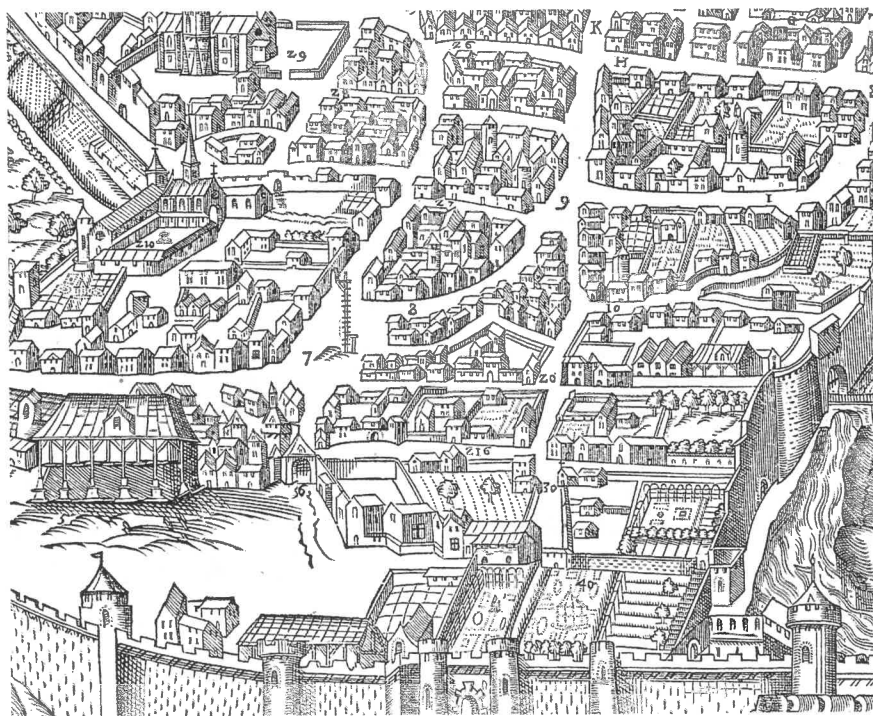
La place du Pilori est mentionnée pour la première fois en 1459 dans les *Comptes du roi René*. La proximité des halles construites au XIII^e siècle, lieu des foires et marchés, a dû imposer le choix de l'emplacement. Notre pilori existait-il dès le XIII^e siècle ? Quoiqu'il en soit, il fut élevé ou remplacé au XV^e siècle comme le laisse supposer la datation par dendrochronologie (datation des bois) réalisée par le laboratoire de chrono-écologie de Besançon. La vue d'Adam Vandelant de 1575 en est l'unique représentation. On y voit notre poteau de bois et, à côté, un grand pilier avec une série de barreaux transversaux. Il s'agit sans nul doute d'une échelle de justice. Comme son nom l'indique, c'est un instrument en forme d'échelle, assez haut et détaché de tout édifice, permettant d'exposer en même temps et en hauteur un ou deux condamnés. Au Moyen Âge, la peine du pilori est infligée aux blasphémateurs, petits voleurs, faux témoins, prostituées ... Exposés en place publique les jours de marché pendant plusieurs jours, ils étaient ensuite remis au cachot. Prison et pilori sont donc complémentaires.

Une enluminure des *Établissements de saint Louis*, compilation des coutumes d'Anjou-Touraine et d'Orléanais, composée vers 1270, nous représente deux faux témoins avec un écriteau pendu à leur

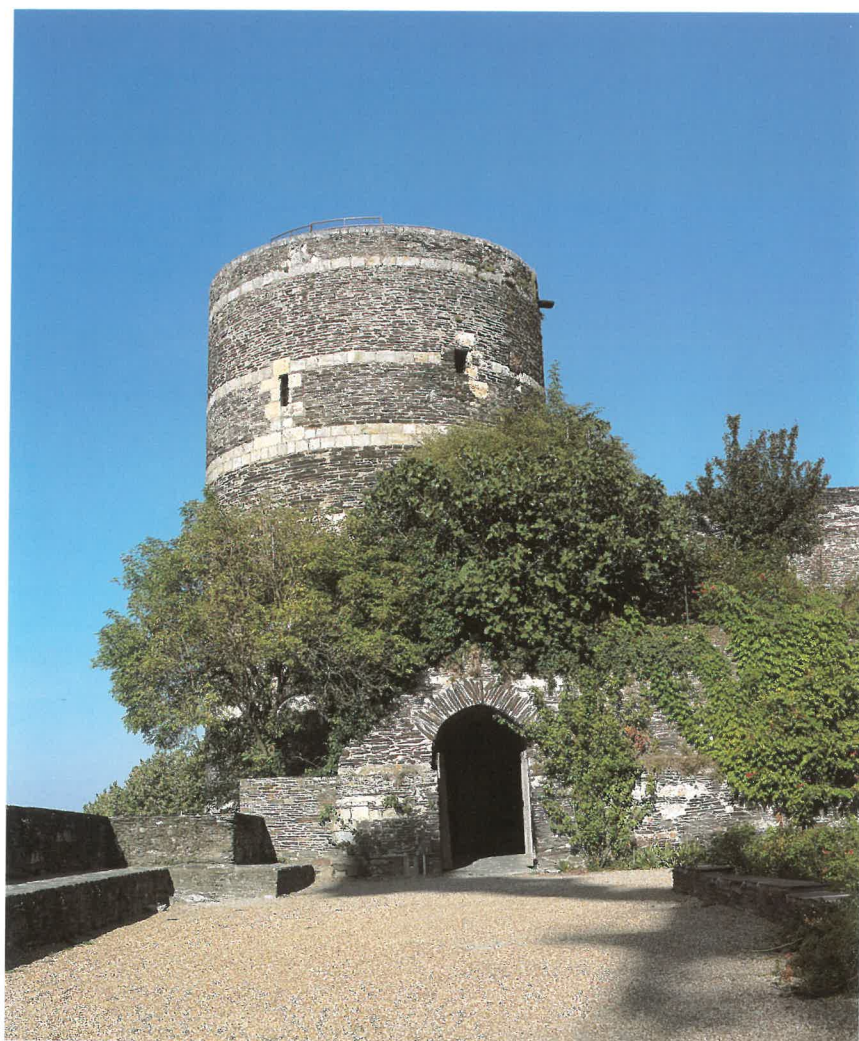
poitrine où est inscrit leur forfait. Au XVIII^e siècle, la population est informée du motif des condamnations par voie d'affiches. On en conserve un exemplaire à Angers pour 1745. Le pilori est donc un simple poteau, plutôt qu'une tourelle octogonale avec plateforme à carcan comme à Paris, associé à l'échelle de justice. Le remplacement d'un pilori sur le domaine de Savoie à Andard, à l'est d'Angers, nous décrit ce même système au XVI^e siècle.

D'après le *Grand Coutumier de France*, en dehors du roi, aucun haut justicier ne pouvait avoir de pilori dans une ville. À Angers, un second pilori nous est connu : celui de l'abbaye Saint-Nicolas dans son faubourg au-delà du Brionneau. Il est donc loin de la ville, comme à Paris où l'abbaye

de Saint-Germain-des-Prés dispose de son pilori situé en dehors de l'enceinte de Philippe Auguste, près de son bourg. On expose également en dehors de la place du Pilori puisqu'en 1527 un poteau muni d'un collier est installé à proximité de la porte Saint-Nicolas pour les joueurs et les blasphémateurs. Un autre, surmonté des armoiries du chapitre cathédral, auquel est attachée une chaîne avec un collier de fer, se voit aux abords de la cathédrale. C'est avant tout le symbole de la juridiction car aucun condamné à l'exposition publique n'est connu à cet endroit. Ce n'est qu'en 1832, date de suppression du carcan, que notre poteau de justice, qui avait été transféré place des Halles à la Révolution, est enlevé. On continue néanmoins à condamner à l'exposition publique jusqu'en 1848.



Sur la place du Pilori (n°7) se trouvait le poteau de bois surmonté à l'origine des armoiries royales et sur lequel était un collier au bout d'une chaîne servant à entraver les condamnés. À côté, l'échelle de justice, avec ses barreaux, servait également à l'exposition publique les jours de marché (extrait de la vue d'Adam Vandelant, 1575).



Tour dite du Moulin, château d'Angers
cliché Éric Jabot, archive départ. de Maine-et-Loire

Sources manuscrites

Archives départementales de Maine-et-Loire

E 4339 (Prisonniers de guerre)
H 1279 (Prison de la Chartre)
254 H 509 (Prison moulin Barreau)
1 Hs B 175 (Prison de l'hôtel-Dieu)
G 350 (La Vieille Chartre)
G 705 (Pilon d'Andard)

Archives municipales d'Angers

BB 28 (Prison de Saint-Serge)
BB 45 (Prisonniers de guerre)
BB 128 (Prisonniers anglais internés en ville)
EE 6 (Maison des Pénitentes)
EE 23 (Gardes des prisonniers espagnols)
II 8 (Prisonniers de guerre)

Bibliothèque de l'Arsenal, Paris

Ms 11769 (Maison de force des Pénitentes)

Bibliothèque municipale d'Angers

Ms 732 (658) (Conclusions capitulaires, prison du chapitre cathédral)

Sources imprimées

Avril Joseph, *Les statuts synodaux du diocèse d'Angers (1247- 1423). Edition critique et commentaire*, Université de Paris IV – Sorbonne, thèse de 3^e cycle d'histoire, 1971, dactyl.

Beautemps-Beaupré Charles-Jean, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle*, Paris, 1877-1883, 4 vol.

Besnard François Yves, *Souvenirs d'un nonagénaire*, publiés par C. Port, Paris, 1880, 2 vol., réimp. Marseille, 1979.

Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise, éditées par Louis Halphen et René Poupardin, Paris, 1913 (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire).

Enquêtes administratives du règne de saint Louis, publiées par Léopold Delisle, Paris, 1904 (Recueil des histoires des Gaules et de la France, t. XXIV).

Extraits des comptes et mémoriaux du roi René... publiées par Albert Lecoy de la Marche, Paris, 1873 (Documents historiques publiés par la Société de l'Ecole des chartes).

Lecoy de la Marche Albert, *Le roi René. Sa vie, son administration, ses travaux historiques et littéraires*. T.2 : pièces justificatives, Paris, 1875.

Lehoreau René, *Cérémonial de l'Eglise d'Angers* (1692-1721) publiés par François Lebrun, Paris, 1967.

Les Etablissements de saint Louis, publiés par Paul Viollet, Paris, 1881-1886, 4 vol. (Société de l'Histoire de France).

Livre de Guillaume Le Maire, édité par Célestin Port, Paris, 1874 (Collection de documents inédits sur l'histoire de France).

Louvet Jehan, « Journal ou récit véritable... », *Revue de l'Anjou*, 1854-1856.

Marchegay Paul, « Chartes angevines en langue vulgaire de 1258 à 1275 », *Revue de l'Anjou*, 1853, t. 2, p. 259-266.

Péan de la Tuillerie Julien, *Description de la ville d'Angers et de tout ce qu'elle contient de plus remarquable*, nouv. édit. par C. Port, Angers, 1869, réimp. Marseille, 1977.

Bibliographie

Généralités et études régionales

Bériac-Lainé Françoise, « Les prisonniers en Europe occidentale (XIV^e et XV^e siècles). Massacre, échange ou rançon », dans *Les prisonniers de guerre. Contacts entre peuples et culture*, Toulouse, 2003, p. 107-123.

Capelle Jean-Claude, « Quelques aspects des prisons civiles en Normandie aux XIV^e et XV^e siècles », *Archéologie Médiévale*, 1975, tome V, p. 161-206.

Gonthier Nicole, « Prisons et prisonniers à Lyon aux XIV^e et XV^e siècles », *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignon, comtois et normand*, 1982, 39e fasc., p. 15-30.

Gonthier Nicole, *Le châtiment du crime au Moyen Âge XII^e-XVI^e siècle*, Rennes, 1998.

Heck Christian, « Représentation du pilori et justice épiscopale au croisillon de Notre-Dame de Paris », dans *Iconographica. Mélanges offerts à Piotr Skubiszewski*, Poitiers, 1999, p. 115-122.

Mayade-Claustre Julie, « Le petit peuple en difficulté : la prison pour dettes à Paris à la fin du Moyen Âge », dans *Le petit peuple dans l'Occident médiéval. Actes du congrès tenu à l'université de Montréal*, Paris, 2002, p. 453-466.

Muchembled Robert, *Le temps des supplices. De l'obéissance sous les rois absolus XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, 1992.

Petit Jacques-Guy dir., *Histoire des galères, bagnes et prisons en France de l'Ancien Régime*, par Castan Nicole et Zysberg André, Toulouse, Privat, 2002 réimp. de l'éd. de 1991, (coll. Hommes et communautés).

Porteau-Bitker Annik, « L'emprisonnement dans le droit laïque du Moyen Âge », *Revue historique de droit français et étranger*, 1968, 4e série, n°2, p. 211-245, n° 3, p. 389-428.

Vincent-Cassy Mireille, « Prison et châtiments à la fin du Moyen Âge », dans *Les marginaux et les exclus dans l'histoire*, Paris, 1979, p. 262-274 (coll. Cahiers Jussieu n° 5, Université Paris VII).

Tanon Louis, *Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris*, Paris, 1883.

Prisons d'Angers

Desboeuf Télémaque, *Recherches historiques sur le château d'Angers et les principaux monuments de la ville*, Angers, 1867.

Farcy Louis de et Pinier Paul-Marie, *Le palais épiscopal d'Angers, histoire et description*, Angers, 1903, p. 258-270.

Farcy Louis de et Houdebine Timothée-Louis, *Monographie de la cathédrale d'Angers*, t. IV : *Les évêques, le chapitre...*, Angers, 1926, p. 97-99 et 107.

Maillard Jacques, *Le pouvoir municipal à Angers de 1657 à 1789*, Angers, 1984, 2 vol.

Marchegay Paul, « A Monsieur le directeur de la Revue de l'Anjou sur les frères Nicolas, fontainiers », *Revue de l'Anjou*, 1875, t. XIV, p. 313-314.

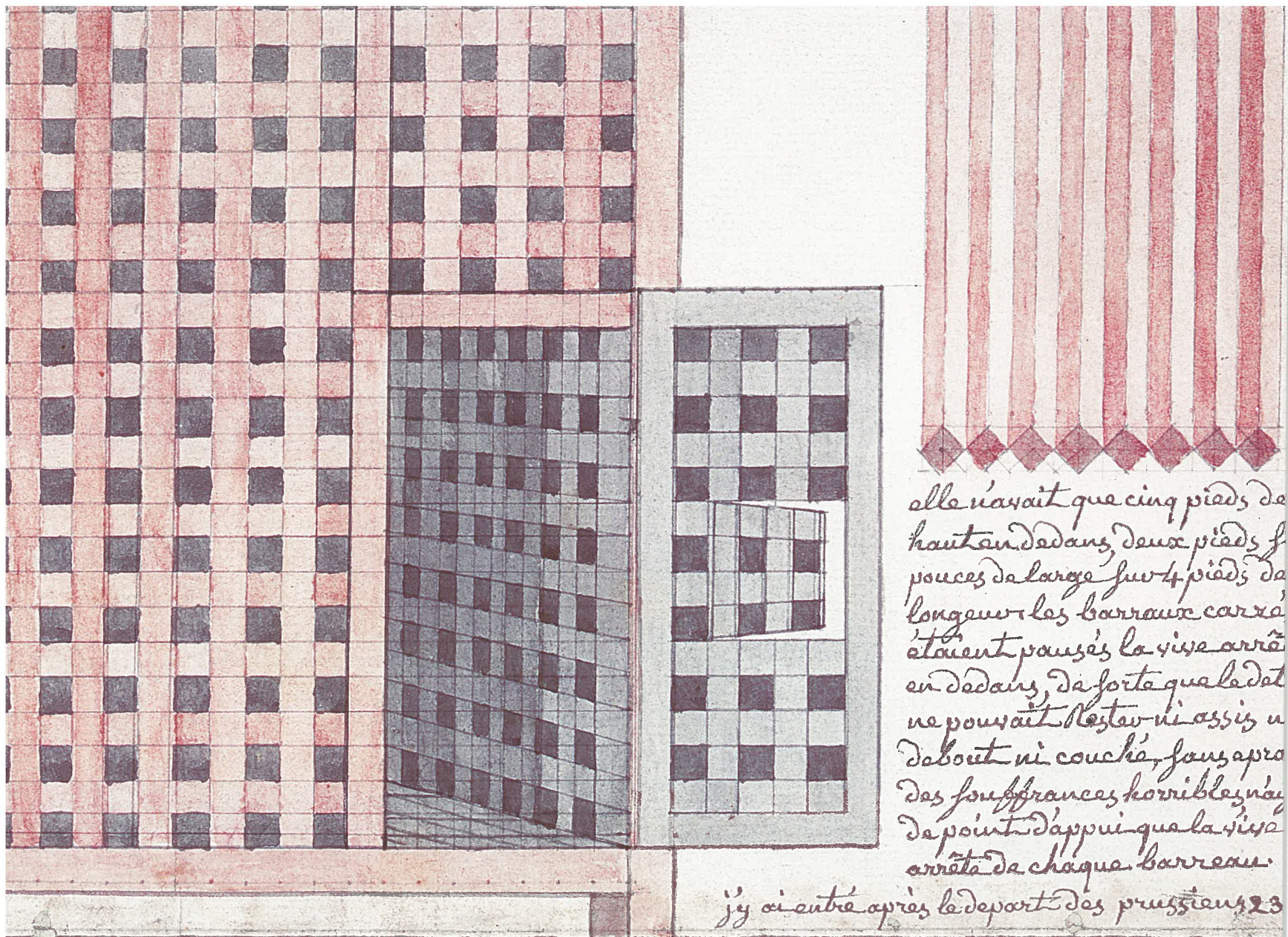
Picard Jean-Charles dir., *Les chanoines dans la ville. Recherches sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, Paris, 1994, p.100-101 et 120-121.

Pinier Paul-Marie, *La Vieille-Chartre d'Angers. Sa porte de ville, ses tours, ses prisons*, Angers, 1924.

Ravalet Richard, « Le quartier des Halles d'Angers au XVI^e siècle : installation, développement et dynamisme d'un nouveau centre administratif », *Archives d'Anjou*, 1998, n° 2, p. 59-60.

Uzureau François, « Les frères des écoles chrétiennes et la municipalité d'Angers (XVIII^e siècle), » *L'Anjou historique*, 1915, p. 142-147.

Uzureau François, « La maison du Sabot à Angers, quai du roi de Pologne », *L'Anjou historique*, 1948, p. 1-5.



elle n'avoit que cinq piéds de
 haut au dedans, deux piéds 8
 pouces de large sur 4 piéds de
 longueur les barreaux carrez
 étoient poussez la visse arrê-
 tée au dedans, de sorte que le dat
 ne pouvoit rester ni assis ni
 debout ni couché, sans avoir
 des souffrances horribles n'ay-
 ant de point d'appui que la visse
 arrêta de chaque barreau.

J'y ai entré après le départ des prussiens 23

environ sept piéds de hauteur elle étoit composée de barreaux de chêne croizés, une main moyenn-
 par une porte de six piéds, dans laquelle existoit un guichet très étroit, afin d'y passer les aliments.
 sa épaisseur elle étoit dans le château d'Angers, j'en ai vu 64 évêque d'Angers y fut enfermé onze ans.

XV^e-XVII^e siècle

D'une prison féodale à une prison royale (XV^e-XVII^e siècle)

Louis XI installe une « fillette » dans le château d'Angers

Bien avant la mort en 1480 du roi René, duc d'Anjou, Louis XI convoite déjà la province. Lorsque le roi René choisit de résider dans ses terres de Provence, le roi de France réunit en assemblée les officiers ducaux et les grands seigneurs de la province le 21 juillet 1474. Ceux-ci, autant par crainte que par calcul politique, se soumettent à l'autorité royale. Dès le surlendemain, le monarque fait son entrée au château d'Angers. Par habileté, Louis XI accorde d'abord des libéralités à la ville puis, un an plus tard, lui octroie une charte communale. Pourtant, l'indépendance qu'il accorde à Angers n'est qu'apparente. En effet, il fait élire premier maire à vie un de ses fidèles conseillers, Guillaume Cerizay, et nomment tous les autres membres du Conseil de ville. En réalité, Angers est sous la surveillance du château. À partir de 1476, en nommant le capitaine de la forteresse, le roi place la ville sous son contrôle direct. Ainsi, il soumet à son autorité la province d'Anjou et sa capitale. Cette main-mise sur la province s'inscrit dans la volonté qu'a le souverain de centraliser le pouvoir.

En 1461, une importante insurrection populaire éclate à Angers : la révolte de la « Tricoterie » fomentée par « les pauvres gens de métiers ». Le roi garde alors un œil méfiant sur cette ville. Désormais, le château garantit le monarque contre toute agitation. De même que la Bastille pour la ville de Paris, la forteresse angevine doit servir de lieu d'internement pour les opposants à sa politique.

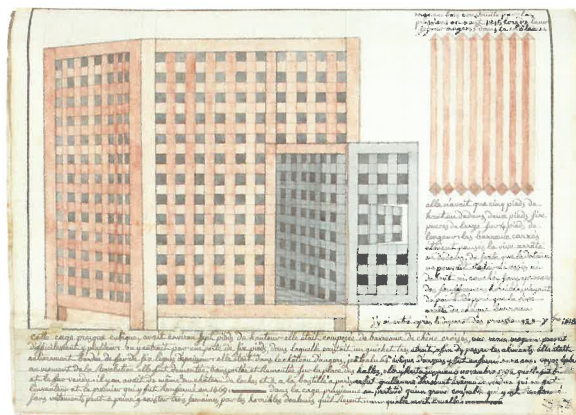
C'est dans ce contexte qu'apparaît dans le château d'Angers un appareil de détention très particulier : une cage appelée « fillette ».

Louis XI affectionne particulièrement cette forme d'enfermement et l'inflige à de hauts personnages accusés de trahison. L'historien et érudit Philippe de Commynes, contemporain du règne, décrit sans

complaisance et avec la précision qui le caractérise, ces terribles engins : « *Il est vrai qu'il (Louis XI) avait fait de rigoureuses prisons comme cages de fer, et d'autres de boys, couvertes de plaques de fer par le dehors et par le dedans, avec terribles ferrures de quelque huit pieds de large et de la hauteur d'un homme et un pied de plus* ».

Dès 1475, le nouveau corps de ville apprend que, sur ordre du roi, des ouvriers doivent construire au château une prison de bois et de fer en forme de cage afin de « *contenir les malfaiteurs et notamment Jacques de Saint-Paul* ». Les textes nous fournissent de précieux renseignements sur l'aspect que peut avoir cette cage de bois et de fer. Quatre témoignages du XVII^e siècle concordent ; ces visiteurs qui ont l'occasion de pénétrer dans le château décrivent tous le même objet. Lors de son passage à Angers, en 1644, un voyageur nommé Elie Brackenhoffen raconte qu'au château, il y a dans « *une chambre obscure et sentant le renfermé une cage de bois, avec une séparation au milieu et on nous dit qu'une reine de Sicile y aurait été enfermée...* ». Il ajoute : « *C'est une horrible prison. Cette cage est presque disposée comme le Zuchshaus de Strasbourg ; cependant les bois sont plus épais et la dimension est double.* » Sans entrer dans des détails comparables, le moine Barthélémy Roger, en 1674, évoque à son tour cette même cage.

Dans un manuscrit conservé à la bibliothèque municipale d'Angers, Jacques-André Berthe (1765-1846), relieur angevin passionné d'histoire locale, nous livre un dessin très représentatif, proche de la description de Philippe de Commynes. Il s'agit bien d'une cage en bois couverte de plaques de fer. A peu de choses près, notamment pour la porte et la base, la cage d'Angers ressemble fort à celle du château de Loches dessinée pour François-Roger de Gaignières en 1699. D'après Péan de la Tuillerie, autre féru d'histoire locale, la cage



Jacques-André Berthe a représenté la " fillette " du château d'Angers ainsi que le fond de la " cage au français " fabriquée au château d'Angers par les Prussiens en 1815 (Biblio. mun. d'Angers, Ms 1030-1031) (Cliché E. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire).

et les lieux précis de leur détention au château. La date de 1512, qui correspond à leur libération, est une année de revers pour les armées du roi de France. Le déplacement de ces vénitiens, des lointaines contrées italiennes vers la forteresse d'Angers, suggère des otages libérés à l'occasion de tractations diplomatiques entre le roi de France et les diverses principautés engagées dans le conflit.

Il est bien difficile d'apprécier qui sont réellement ces vénitiens. En Italie, Louis XII a mené une guerre violente. À différentes reprises, il fait accrocher aux créneaux des forteresses les gouverneurs des places qui ont résisté. La « guerre chevaleresque », si elle existe bien encore, ne s'applique pas à tous. Les hauts personnages font, effectivement, l'objet d'échange contre rançon et leurs conditions de détention sont adaptées à leur rang. Pour les autres, et comme sous l'Antiquité, la vente publique existe : elle est mentionnée en 1465. En 1479, une ordonnance de Louis XI, rendue après la Bataille de Guinegaste, stipule « que les prisonniers et le butin seraient mis en un seul total, vendus à la criée, le prix de la vente partagée » Les prisonniers qui ne trouvent pas « preneurs » ou qui ne peuvent se racheter sont pendus.

Les lois de la guerre moderne ne sont pas encore nées et l'indulgence envers les prisonniers dépend uniquement de l'arbitraire des princes. En 1441, et à titre d'exemple, les prisonniers des armées de Charles VII arrivent à Paris ficelés comme des animaux et traînés, demi nus, sans souliers et mourant de faim, à la queue de leurs chevaux. Lorsqu'on pouvait en tirer rançon, on les nourrissait en quelque hôtellerie, on les conduisait dans des forteresses. Sinon, « on les jetait à la rivière ». Une gravure de la fin du XV^e siècle (cf. p. 37), conservée au musée Dobrée de Nantes, montre de nombreux prisonniers, arrivant dans un camp, menés sur un train de charrettes, enfermés comme des animaux dans des cages. Dans une autre magnifique

enluminure de la deuxième moitié du XV^e siècle, on peut voir un malheureux prisonnier renvoyé par les airs, à l'aide d'un « couillard », (sorte de catapulte à deux contrepoids) dans sa forteresse assiégée. Philippe de Commines nous confirme qu'on mettait à mort les prisonniers qui ne pouvaient se racheter.

Si le prisonnier de guerre n'est pas tué, il ne faut pas en conclure pour autant qu'il vit une simple mise en résidence en tant qu'otage. Philippe de Commines rappelle encore que Louis XI « *Autresfois, avoit fait faire, a des Allemans, des fers très pesans et terribles, pour mettre au pied : et estoit un anneau pour mettre au pied seul, malaysé à ouvrir, comme un carcan, la chaîne grosse et pesante et une grosse boule de fer au bout, beaucoup plus pesante qu'il n'estoit de raison ni qu'il appartenoit, et les appelloit l'on les fillettes du roy* ». Le rang du prisonnier n'est pas toujours significatif d'un traitement d'exception. Le même auteur rapporte : « *Toutesfois, j'ay vu beaucoup de gens de biens prisonniers les avoir au pied ... Un fils de monseigneur de la Gruthuse, de Flandres, pris en bataille, lequel, le dit seigneur maria, et fis son chambellan et senéchal d'Anjou et lui bailla cent lances. Aussi au seigneur de Piennes, prisonnier de guerre, et le seigneur Vergy... et autant à monseigneur de Richebourg, frère du conestable et à un appelé Rocquebertin, du pays de Cathelogne (Catalogne) semblablement prisonnier de guerre...* »

Les prisonniers vénitiens du château d'Angers étaient-ils traités de la même façon ? Rien n'interdit de le penser. Quoiqu'il en soit, leur présence montre bien le rôle que le roi donne au château. La forteresse d'Angers est bien devenue pour lui un instrument à part entière de son autorité. Ses murs lui paraissent tout à fait adaptés à l'internement de prisonniers de guerre. Dans les périodes à venir, ce rôle va s'accroître.

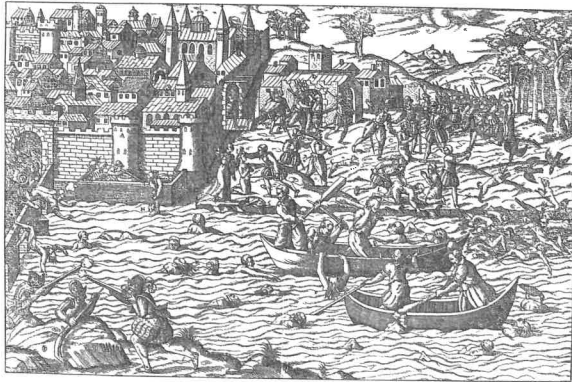


Portrait de Louis XI, par Jacques-André Berthe. Louis XI accorde des libéralités à la ville, mais c'est aussi le roi qui transforme le château en prison d'exception (Bibl. mun. d'Angers, Ms 1030-1031) (Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire).

Une prison improvisée pour les protestants

Pierre de Rousseau, ancien prêtre catholique devenu ministre protestant (pasteur), est arrêté à Angers en octobre 1545. Il subit « la question » et est condamné à la dégradation et à la peine du feu. La langue coupée, il est traîné au supplice, les os brisés, mutilé, avec un baillon de fer dans la bouche ; *« estant déjà tout noir au feu et comme à demy sorti, son baillen se defit de sa bouche et invoque le nom de Dieu, disant souvente fois : Jésus Christ, assiste moy ; Seigneur Dieu, areste moi »*.

Dans les mêmes conditions, s'ensuivit une hécatombe de protestants jugés et condamnés. Notons le ministre Jean Rabec, arrêté à Château-Gontier le 1^{er} août 1555. Il est justiciable de l'évêque d'Angers, puisqu'il est ancien moine. Emprisonné dans les geôles épiscopales, il subit la « question » au château d'Angers. Le 24 avril 1557, une cérémonie de dégradation a lieu devant la cathédrale où, par la force, on essaie d'obtenir de lui une soumission à des rites catholiques. Livré aux bras séculiers, il est condamné, le jour même, à avoir la langue coupée. La chose faite, il est transporté sur une claie sur le lieu de supplice : *« Jetant force sang par la bouche et forst desfiguré à cause de ce sang. Estang desvêtu, fut environné de paille, devant et derrière : et force souffre jeté sur sa chair. Eslevé en l'air, il commença le psaume, les gens entiez sont en ton héritage : voie intelligiblement combien qu'il est la langue coupée, pas n'avoit voulu prononcer Jésus Maria »*. Il reste ainsi une dizaine de minutes livré aux railleries du peuple. Le bûcher allumé : *« et fus abeussé puis eslevé par plusieurs fois, au gré et souhait des moines, disans au bourreau, Hausse et baisse jusqu'à ce qu'il ait prier la Vierge Marie, de sorte que les entrailles estant jà à demi sorties, encore parloit-il, n'ayant quasi plus figure d'homme, lorsqu'il fut tout devalé sur le bois et ainsi rendit l'âme à son créateur »*.



Massacre de protestants dans la ville de Tours (Périssin-1570).
Des protestants furent également massacrés à Angers
mais dans une proportion moindre que dans la ville de Tours.
(Coll. pers. Jean Brodeur)
(Cliché E. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire).

Les horribles exécutions répétées attisent la haine. En 1562, les protestants investissent la ville où ils ont la suprématie durant presque un mois. Le château, « sentinelle royale » sert de refuge aux chanoines de la cathédrale. Le 6 mai 1562, la ville est reconquise grâce à la forteresse. De Puygaillard et de Montpensier sont entrés par la porte des champs et avec l'aide des habitants, reprennent la ville qui est rendue au roi. Le 7 mai, les représailles ont lieu dans la confusion générale. La forteresse se charge en catholiques, qui entrent par la porte des champs, ouverte sur la campagne. La porte de ville du château permet des expéditions punitives vers l'intérieur de la Cité. Des meneurs protestants sont, tant bien que mal « *menez au château et autres huguenots tués sur le pavé et jettez en l'eau...* ».

L'histoire s'inverse. Un dénommé Mazure « *qui estoit prisonnier au château, fust tué et jeté sur le port Lignier avec un aultre huguenot, parce qu'ils avoient tué le concierge qui les gardoient, avec un trancheplume (petit canif), lesquels le lendemain furent traisnez en l'eau* ». Le 16 mai 1562 « *il fust publié par les quarfours d'Angers une déclaration du roy contenant mandement et pouvoir de prendre les armes et de saisir et prendre prisonniers les huguenotz et les emprisonnés en prochaine prison des villes...* ». Les protestants subissent la vindicte populaire comme la pauvre « *...damoyzelle de la Tremblaye (qui) fuste menée à la messe à Saint-Maurice par des soldats, où estant en l'église, le prêtre qui célébroit la messe luy présenta la paix pour la baizer, qu'elle refusa, et au meme instant, fust menée et tirée hors l'église, ou estant en rue, elle fust tuée par la popullace et traynée en la rivière* ».

Le château connaît alors un va-et-vient de prisonniers protestants ; « *cedict jour (22 mai 1562), il fust mis hors du château d'Angers trente-six prisonniers...* ». « *Cedict jour (29 mai 1562), un nommé Mallabry,*



XVII^e siècle

Une prison au service d'un roi et de son règne (XVII^e siècle)



François-Joseph Heim (1787-1865),
La bataille de Rocroi le 19 mai 1643,
château de Versailles, musée de l'Histoire de France, cliché RMN.

Des batailles, des victoires, des prisonniers.

Louis XIV règne sur le Royaume de France du 14 mai 1643 au 1^{er} septembre 1715. Durant ces longues années de pouvoir, le royaume est souvent en guerre. Louis XIV considère qu'elle est la vocation naturelle d'un grand roi. Ce désir de gloire est sa passion dominante. L'armée, qu'il réorganise, devient un instrument de gloire et de puissance auquel il subordonne totalement les finances et l'économie du royaume. Les succès militaires entraînent la prise de nombreux prisonniers de guerre.

Louis XIII meurt le 14 mai 1643. Son fils, qui prend le nom de Louis XIV, est alors âgé de cinq ans. La reine mère, Anne d'Autriche, aidée par le cardinal Mazarin, exerce la régence. Le royaume est en guerre contre l'Espagne depuis le 19 mai 1635. Ce conflit s'inscrit dans la guerre de « Trente ans ». Le règne du jeune roi débute par la grande victoire de Rocroi. En 1643, une armée d'invasion venant des Pays-Bas espagnols tente d'envahir le royaume de France depuis les Flandres. Le 19 mai, elle subit une défaite décisive à Rocroi. Sur les dix-huit mille fantassins espagnols, huit mille périssent et sept mille sont faits prisonniers. Ils sont retenus en otages afin d'obliger Philippe IV d'Espagne à entamer des pourparlers de paix.

Le 24 juin 1643, le corps de ville apprend que dix-sept officiers espagnols et soixante-dix de leurs soldats vont séjourner à Angers. Sur ordre du roi, les officiers sont enfermés dans le château. Ils ont l'obligation d'y rester et ne doivent ni en sortir, ni chercher à travailler.

Les simples soldats sont détenus dans les tours des portes de l'enceinte urbaine ainsi que dans la tour dite de « la Haute-Chaîne » près de la Maine. Les noms des dix-sept officiers espagnols retenus au château d'Angers sont parvenus jusqu'à nous : Alonso Souares, Anthonio Molino, Carlos de Carceres, Fines de Larro, Francis Marques,

Francisco de Caral, Francisco Garcia, Juan Gonzales Cartes, Luis Baptiste Leguiole, Luis de Eselanoces, Luis de Manille, Manuel de Montenegro, Pedro de Bazille, Phillippo Martin Danilla, Raphael Trouillis, Sebastian Pembrano, Don Juan de la Torre. Ce dernier, est autorisé, le 6 février 1646, à se marier avec la fille d'un sergent de la garnison, Mademoiselle Catherine Briault « *par permission que le roi a donnée au dit sieur de la Tour de se marier estant prisonnier et captif de guerre* » et cette exception indique bien la relative liberté dont jouissent les officiers prisonniers de guerre.

Cinq ans plus tard, un nouveau contingent de prisonniers espagnols rejoint la ville. Il s'agit d'hommes pris lors de la bataille de Lens, le 20 août 1648. Dans une lettre adressée au corps de ville, le 18 septembre 1648 Louis XIV prévient ainsi les angevins : « *Chers et bien amés estant obligez de pourveoir promptement a la conservation et sureté de cinq a six mil hommes de guerre espagnols et d'autre nation qui ont esté faits prisonniers en la bataille gaignee le Xxeme de ce moy proche de lens par nostre tres cher et tres amé cousin le prince de Condé, nostre lieutenant general en nos armées de flandres est estant necessaire pour la garde et subsistance d'iceux de les faire distribuer en plusieurs villes et place de nostre Royaume, nous avons resolu d'en envoyer dans nostre ville et chateau d'angers pour y estre gardés surement le nombre de vingt officiers, est cent cinquante soldats [...]* ».

Cette lettre est imprimée et placardée dans les lavoirs de la ville afin d'annoncer aux habitants l'arrivée de ces étrangers. Dès lors, la population sait qu'elle sera mise à contribution : les capitaines de la ville vont être chargés d'assurer leur surveillance pour les garder le plus longtemps possible car : « *[...] rien de plus important pour nostre service [...]* (que de) *reduire les enemys a desirer la paix que d'empescher que ces gens la ne retournent vers eux [...]* ».

Vingt officiers se retrouvent en prison au château. Les sous-officiers et soldats sont enfermés dans les portes de l'enceinte urbaine. Lorsqu'ils entrent en prison, les sous-officiers doivent prêter serment pour que leurs soldats ne cherchent pas à s'évader car ils en répondent sur leurs personnes. En cas d'évasion, les sous-officiers sont transférés dans les prisons de la ville. Le 25 septembre 1648, deux sous-officiers, détenus dans la porte Saint-Nicolas, Juan Gutierrez, sergent, et Bartholomé Amuero, caporal, refusent cette obligation. Ils sont immédiatement enfermés dans la prison Royale (située sur l'actuelle place Louis-Imbach). Le lendemain, ils acceptent de prêter serment et rejoignent leurs compatriotes.

Les conditions de détention des soldats semblent difficiles. Certains détenus de la tour de la Haute-Chaine viennent en délégation à l'hôtel de ville pour réclamer une amélioration de leur sort « *[...] les prisonniers espagnols de la bataille de Lens renfermés en la tour de la haute chaine [...] ont fait plainte qu'ils ont trop peu d'espace dans la dite tour pour loger le grand nombre qu'ils sont beaucoup incommodes attendu les maladies qu'ils y contractent [...] supplie y donner ordre et vouloir descharger la dite tour du nombre de six [...]* ». Le corps de ville accepte de les écouter, six d'entre eux sont répartis dans les tours des portes Lionnaise et Saint-Nicolas.

Ces espagnols restent dans la ville jusqu'en 1658. Le traité des Pyrénées, signé le 7 novembre 1659 entre la France et l'Espagne, met fin à la guerre. Le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse permet aux deux nations de sceller la paix pour quelque temps.

En 1694, trois cents nouveaux prisonniers de guerre espagnols sont enfermés à Angers dans des moulins du Pont des Treilles car le château n'est plus disponible pour les recevoir. La citadelle, « Bastille » angevine, détient des prisonniers d'état. Depuis 1661,

avec l'arrestation de Nicolas Fouquet, le château est utilisé par le roi comme prison d'« État ». Des protestants sont conduits derrière ses hauts murs au moment de la Révocation de l'Édit de Nantes. L'administration royale ne veut évidemment pas mélanger cette population carcérale particulière avec les prisonniers de guerre.

Quelques années plus tard, en 1705, Monsieur d'Autichamp, Lieutenant du Roi au château, en donne la raison : « *En faisant attester qu'un chasteau ruiné et ouvert de partout dans lequel il y a déjà six prisonniers d'estat et une seule compagnie pour les garder et y faire le service ne peust pas estre un lieu convenable a mettre des prisonniers de guerre qui s'evaderoient facilement* ».

Jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, les prisonniers qui arrivent à Angers ne sont plus incarcérés dans la forteresse.

Nicolas Fouquet, surintendant des Finances, prisonnier du Roi Soleil au château d'Angers

« *DE PAR LE ROY. Tres chiers et bien amez, ayant donné noz ordres au Sr Dartagnan soubz lieutenant de noz mousquetaires a cheval pour conduire au chateau de nostre ville d'angiers le Sr Fouquet, surintendant de nos finances, que nous avons fait arrester. Nous vous faisons ceste lettre par laquelle nous vous mandons et ordonnons tres expressement de donner logement en nostre ville d'Angiers audit d'Artagnan et aux gens de guerre qui l'accompagneront avec toute l'assistance dont vous pourrez estre par luy requis. Et de leur fournir les vivres neceses et les aultres choses dont ils auront besoin en payant de gré à gré. Ny faictes donc faulte car tel est nostre plaisir. Donné a Nantes le deuxième septembre 1661.* »
Louis
(Lettre de cachet de Louis XIV pour la conduite de Nicolas Fouquet au château d'Angers, conservée à la Bibliothèque municipale d'Angers)

Par cette lettre, Louis XIV désigne la forteresse d'Angers comme lieu de détention pour l'un des hommes les plus puissants de son temps. En effet, l'ambitieux ministre Colbert a convaincu le roi de l'enrichissement personnel du surintendant sur les biens de l'État. Louis XIV décide donc de son arrestation lors de la convocation du parlement de Bretagne à Nantes en septembre 1661. Le 5 septembre, se rendant à cette assemblée, Nicolas Fouquet tombe sans méfiance dans la toile méticuleusement tissée par Louis XIV et Colbert. L'arrestation a été préméditée de longue date, dans le plus grand secret. Tout a été prévu dans les moindres détails et le rôle de chaque intervenant parfaitement déterminé.

C'est Charles de Batz, seigneur de d'Artagnan, sous-lieutenant des « Mousquetaires gris » qui est chargé de cette arrestation délicate. Excellent militaire, dévoué et efficace, habitué aux missions secrètes, il a la confiance du jeune roi. Les moyens mis à sa disposition soulignent l'importance de l'affaire. Quarante mousquetaires doivent assurer la garde de Nicolas Fouquet. Pour transférer l'important prisonnier de Nantes à Angers, un carrosse aux portes renforcées de grilles de fer est tout spécialement acheminé de Paris, sur ordre du roi.



Gravure représentant d'Artagnan, extraite de « l'entrée de leurs Majestés à Paris en 1660 » (musée de l'Armée, Hôtel des Invalides, cliché service photographique)

En effet, pour cette affaire exceptionnelle, le roi est particulièrement prudent. Nicolas Fouquet dispose de ressources financières considérables. Autour de lui gravite une cour d'admirateurs dont certains font partie de la noblesse. Vice-roi d'Amérique, il contrôle la flotte des compagnies coloniales, dont quelques navires lui appartiennent en propre, comme le *Grand écureuil*. Il est seigneur de Belle-Ile qu'il a acquise pour la coquette somme d'un million trois cent mille livres. Il vient d'en accroître les fortifications avec une belle garnison sous ses ordres. En Bretagne, quand il ne possède pas personnellement les places fortes, elles sont aux mains de gouverneurs qui lui sont

proches. Louis XIV, dont la mémoire est fortement marquée par les troubles de la Fronde, n'entend pas prendre de risque. En gardant cette affaire secrète, il veut absolument éviter tout soulèvement populaire qui pourrait favoriser le surintendant.

Les précautions prises sont donc extrêmes. Après une hésitation (la ville d'Angoulême fut un temps pressentie), le choix du lieu d'internement se porte sur Angers. La proximité du lieu d'arrestation, Nantes, a sans doute joué en faveur de la forteresse angevine. Bien avant l'exécution du projet concernant Fouquet, Colbert demande à Monsieur de Châtillon, intendant des fortifications, d'effectuer une visite d'inspection du château. Son rapport rassure Colbert sur la sûreté offerte par la forteresse : *« Sa capacité peut être triple de celle de la Bastille ... toute son enceinte de maçonnerie est saine, à la réserve des voûtes des tours, terrasses et plates-formes, se sentant de la vieillesse de l'édifice. Tous les dedans, les couvertures et charpentes sont en si pitoyable état qu'il ne peut s'exprimer ; la chapelle, d'une magnifique structure, s'ensevelira dans peu dans les ruines. Point de halles ni logements de soldats, nulle guérite »*.

Si certaines parties de la forteresse nécessitent des travaux, l'enceinte du château est en excellent état. C'est ce point précis qui influence Colbert dans le choix d'Angers au détriment d'Angoulême. D'Artagnan confirme au ministre cet état de fait : *« ...je vous dirai que l'on travaille à raccommoder les ponts du château qui en avaient grand besoin. J'ai ce qui est nécessaire présentement pour le logement, j'en ai assez pour les gens que j'ai ici et pour la place elle est en bon état à la réserve des bâtiments qui dépérissent »*. Le dessin de Jacques Bruneau de Tartifume, daté de 1629, correspond parfaitement à cette description. On y distingue parfaitement la forte enceinte, doublée d'une épaisse végétation trahissant l'absence d'entretien

des terrasses et talus d'artillerie réalisés par Donadieu de Puycharic quelques décennies plus tôt. En revanche, seule la chapelle Saint-Jean-Baptiste, dans laquelle il est prévu que Fouquet puisse entendre l'office, y est représentée avec d'ailleurs une grande maladresse.

On peut imaginer qu'à travers la fenêtre grillagée de son carrosse, c'est une image semblable qu'aperçoit le malheureux surintendant lorsque, venant de Nantes, il arrive à Angers le 7 septembre 1661.

Puisque tout a été prévu, lorsque Fouquet est arrêté à Nantes le 5 septembre, le jour même, à Angers, une missive royale informe le comte d'Harcourt, commandant la place, d'évacuer la garnison et de confier la citadelle à d'Artagnan. Le 6, d'Harcourt quitte la forteresse. Le 7, à l'arrivée de Fouquet au château, quarante mousquetaires assurent la garde de l'exceptionnel prisonnier accompagné de La Vallée, son fidèle domestique. Un renfort d'une trentaine d'hommes arrive ensuite. Le 8, Louis XIV informe d'Artagnan de l'arrestation de Pecquet, médecin du surintendant et ordonne que celui-ci soit *« enfermé avec le sieur Fouquet sans en pouvoir sortir ni avoir communication avec qui que ce soit du dehors »*.

Par ailleurs, Louis XIV a donné l'ordre que le prisonnier soit convenablement logé. A cet effet, le 4 septembre, veille de l'arrestation, une provision de mille louis d'or est débloquée pour permettre l'achat des *« meubles pour la commodité du sieur Fouquet... »*. S'il juge des travaux nécessaires, d'Artagnan possède une lettre du roi adressée à Monsieur de Châtillon, Intendant des fortifications qui, à réception du courrier, devra partir à Angers sur le champ afin d'intervenir au château immédiatement. Fouquet est logé dans *« L'appartement qui regarde le fossé »* c'est-à-dire le logis du gouverneur, réservé aux reclus. Avec l'enceinte, ce bâtiment est le seul en état ; pour le reste, *« les ponts*

s'écroulent, les logis se lézardent et que si l'on n'avise pas et vite, les voûtes de la chapelle vont tomber ».

Aucune communication avec le prisonnier n'est permise. Le courrier est strictement contrôlé. Dès que Fouquet a terminé ses lettres, les plumes, l'encre et le papier lui sont retirés. Il ne peut correspondre qu'avec sa femme et le roi. Mais à partir du 10 octobre, Louis XIV, las des suppliques du prisonnier, décide que les lettres du surintendant seront désormais adressées uniquement à son ministre Le Tellier.

Par la suite, le prisonnier tombe gravement malade. Auprès de lui, son médecin demande l'assistance d'un confrère. De cet autre médecin, le roi n'autorise qu'un *« diagnostic à distance »*. Sentant sa mort prochaine, Fouquet souhaite se confesser et communier avec son aumônier Joly. La réponse est sans appel : d'Artagnan doit choisir un autre religieux parmi ceux qui ont *« le moins de commerce dans le monde »*.

Le secret d'État pèse durant trois mois sur la forteresse. Le 1^{er} décembre, le surintendant déchu quitte le château sous les huées des angevins. L'*« affaire Fouquet »* confirme la fiabilité de la citadelle angevine. Durant son règne, Louis XIV s'en souvient, et y interne ceux qui s'opposent à son pouvoir.

La naissance d'une prison d'État

Avec l'internement de Nicolas Fouquet, le château d'Angers a montré à Louis XIV et à ses ministres qu'il était un lieu idéal de sûreté pour des prisonniers aussi particuliers. Éloignée de la capitale du royaume, la citadelle garantit une mise au secret fiable. Les distances rendent difficiles toutes les formes de requêtes auprès du roi. L'éloignement, qui plus est, permet au monarque, quand cela lui est nécessaire de bénéficier du temps de la réflexion et, à *contrario*, d'émousser l'éventuel soutien de



Le surintendant Nicolas Fouquet peint par Le Brun. Nicolas Fouquet arrêté à Nantes le 5 septembre 1661 arrive à Angers le 7 juin pour en repartir le 1^{er} décembre 1661. C'est le prisonnier d'État le plus célèbre qui ait séjourné au château d'Angers (Château de Vaux-le-Vicomte)

défenseurs qui pourraient plus efficacement œuvrer auprès de lui si le ou les prisonniers étaient à proximité.

En 1685, Louis XIV décide la révocation de l'Édit de Nantes qui supprime la liberté de culte aux protestants. La reprise des persécutions religieuses entraîne son lot d'arrestations, émaillées de crimes et forfaits lors des « dragonades ». Une partie de la noblesse protestante émigre et trouve refuge en Allemagne et aux Pays-Bas. Pour certains de ceux qui n'ont pu fuir, l'abjuration forcée, avec enfermement en forteresse, est proposée. Ainsi, le château d'Angers accueille ces prisonniers d'opinion.

Les années qui suivent voient des arrivées régulières de membres de cette noblesse protestante dans la forteresse. Le 23 janvier 1687, une lettre du marquis de Seignelay annonce à l'évêque d'Angers « *Le roi envoie au château d'Angers quelques femmes religieuses opiniâtres, qu'il a été jusqu'à présent impossible de convertir, et Sa Majesté m'ordonne de vous en donner avis, afin que vous preniez la peine de les voir pour les exciter à recevoir les instructions que les ecclésiastiques que vous choisirez pour cela pourraient leur donner, en cas qu'elles se trouvent dans de meilleurs disposition qu'elles n'ont été jusqu'ici* ».

C'est un courrier similaire qui arrive, le 4 août 1687, chez le commandant du château « *Le roi envoie au château d'Angers, les sieurs Montiginot, de Verdeille et de Romeron, qui sont des gens opiniâtres dans la religion prétendue réformée. Sa Majesté veut qu'ils soient soigneusement gardés sans avoir communication ensemble ni avec personne du dehors, si ce n'est avec Monseigneur l'Evêque d'Angers ou les ecclésiastiques qu'il voudra leur envoyer ; Ils doivent payer leur dépense ; et s'ils veulent des valets, il faut que vous leur en donniez d'ancien catholiques, de la bonne conduite desquels vous soyez assuré ; s'ils veulent en faire venir de Paris, vous prendrez la peine de m'en envoyer un mémoire, afin qu'avant*

de les leur envoyer, je fasse examiner s'ils sont de la qualité dont ils doivent être ».

En mars 1689 « *Le roi envoie au château d'Angers une femme nouvelle catholique, dont l'esprit est pernicieux sur le fait de la religion ; Il faut qu'elle y soit soigneusement gardée et empêcher qu'elle n'écrive ; mais vous pourrez lui faire voir tel ecclésiastique que Monseigneur l'Evêque d'Angers jugera à propos* ».

Le comte de Ponchartrain mande, le 12 mars 1691, au lieutenant du roi, au château d'Angers « *Madame le duchesse de la Force a tort de vous commander des livres des ministres Claude et Jurieu, et vous ne devez lui en donner aucun. Si elle veut de bons livres pour s'instruire des vérités de la religion, vous pouvez lui donner ceux que Monseigneur l'évêque d'Angers trouvera à propos. A l'égard de la femme qu'elle veut ôter, il faut que vous me fassiez savoir, s'il vous plaît, si elle est ancienne catholique, si elle en veut une autre à sa place et qui elle est, afin que je prenne sur cela les ordres du roi* ».

Le 16 octobre 1695, le comte de Ponchartrain écrit au commandant du château d'Angers « *Le roi envoie au château d'Angers un homme très dangereux, pour avoir composé et écrit des libelles. Il faut qu'il y soit soigneusement gardé, sans qu'il ait aucune communication au dehors ni la liberté d'écrire. Sa dépense sera payée à 20 sols par jour* ». Il s'agit de Daniel de Larroque, qui fut mis en liberté en 1699. Le comte de Ponchartrain mandait, en effet, à l'évêque de Meaux, le 3 janvier 1700 « Le sieur de Larroque, qui avait été enfermé au château d'Angers, pour avoir fait une préface à un mauvais livre, fut mis en liberté l'année passée, à condition de rester dans la ville d'Angers jusqu'à nouvel ordre [...] ».

Angers, de la maison des filles de la propagation de la foy ce 8 may 1692. Constance opiniâtre d'une calviniste tourmentée pour ses erreurs.



XVIII^e siècle

De la guerre à la prison (XVIII^e siècle)

Le château d'Angers : prison pour les marins de la Royal Navy

En janvier 1778, le royaume de France intervient officiellement dans la guerre qui oppose la Grande-Bretagne à sa colonie d'Amérique depuis juillet 1776. C'est le dernier grand conflit maritime de l'Ancien Régime. Les différents combats navals, la guerre de course, entraînent de nombreuses prises de navires générant un grand nombre de prisonniers. Pour la première fois, la marine de Louis XVI a la suprématie sur la Royal Navy. La France fait alors des milliers de prisonniers de guerre anglais qu'elle concentre dans des places fortes maritimes et sur des pontons (bateaux désarmés servant de prisons) en rade de Brest.

Cette surpopulation fait craindre le pire car « *on ne pourroit les garder plus longtemps sans nuire à leur santé* ». De plus, il convient de mieux les surveiller « *afin de prévenir des évasions* ». C'est pourquoi, le 15 novembre 1778, Louis XVI et son ministre de la Marine, Sartine, décident de transférer ces prisonniers à l'intérieur des terres. Dès lors, de nombreuses forteresses royales sont réquisitionnées pour les recevoir.

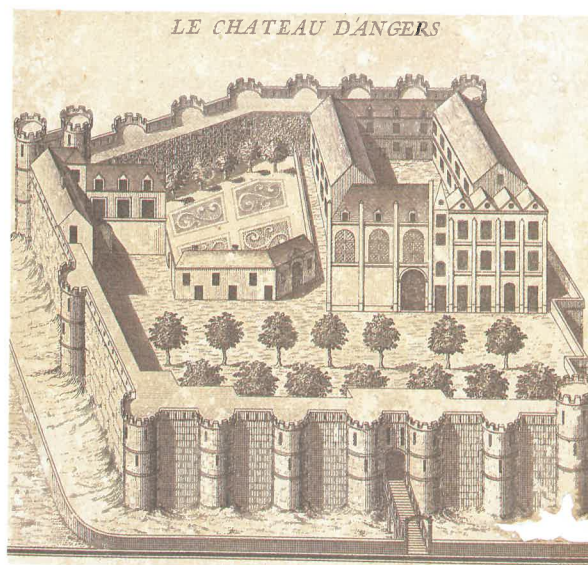
Réquisition du château d'Angers

Sur ordre du roi, le château d'Angers est, lui aussi, réquisitionné pour accueillir plusieurs centaines de marins anglais. En déplacement à Paris, lorsqu'il apprend la nouvelle, le marquis d'Autichamp, Lieutenant du roi au château, émet des réserves quant à la venue de cette nouvelle population carcérale. Il demande à ce que sa garnison, composée d'un lieutenant et de vingt hommes seulement, soit renforcée d'une compagnie d'invalides des armées. En effet, la particularité de ces prisonniers, considérés par tous comme des « *gens de sac et de corde* », des « *matelots indisciplinables* » nécessitant d'être surveillés plus étroitement que des soldats dont leurs « *officiers répondoient* », suscite une grande méfiance.

Méfiance justifiée, puisque lorsqu'il s'agit de compléter ses équipages, la Marine anglaise recourt régulièrement à la « *presse* ». Cela consiste à enrôler de force tous les hommes que les « *Pressgangs* » (groupes d'officiers et de marins armés de bâtons) peuvent recruter dans les tavernes des ports, sur les quais, ou même dans les campagnes. De plus, certains délinquants choisissent de s'engager dans la marine pour éviter la prison.

En prévision de l'accueil des prisonniers, le marquis d'Autichamp doit également envisager un certain nombre d'aménagements particuliers à l'intérieur de la forteresse. Les travaux débutent à la fin de l'année 1778 « *pour concilier la sûreté de (la) détention avec les droits de l'humanité* ». Les travaux s'effectuent lentement, faute d'un ingénieur pour exécuter les ordres du roi. Pourtant, quelques aménagements sont réalisés dans les tours n° 13, 14, 15, 16, 17, dans les casemates d'artillerie du XVI^e siècle, ainsi que dans les chapelles Saint-Laud et Saint-Jean-Baptiste. Des sols en dalles d'ardoise sont posés tandis que toutes les huisseries sont vérifiées ou changées. De grandes structures en bois sont installées pour pourvoir au couchage des détenus. Dans le même temps, le château sert d'étape aux marins anglais destinés à la prison du château de Saumur. Ces derniers, venant de Brest où ils ont été embarqués sur des gabares et escortés d'un vaisseau de la Marine Royale jusqu'à Nantes, arrivent à Angers le 17 mars 1779. Ces 135 hommes sont emmenés directement à la forteresse sous la surveillance de troupes de marine et d'un détachement de carabiniers. Ils n'y passent qu'une nuit avant de repartir en direction de Saumur.

En juin 1779, le château d'Angers est prêt à accueillir ses nouveaux pensionnaires. En juillet, plusieurs centaines de prisonniers anglais arrivent. D'autres viennent ensuite. Finalement, six cents à sept cents hommes séjournent dans la forteresse pendant 15 mois. Ils proviennent de plusieurs dizaines d'équipages. Marins de la Royal



« Nouveau plan de la ville d'Angers par Simon » de 1736
C'est dans ce cadre que tous les prisonniers
du XVIII^e siècle ont été internés. Cliché Éric Jabot, arch. départ.

Navy, de la Marine marchande ou de navires corsaires, ils sont originaires de toute la partie européenne de l'Empire britannique, d'Angleterre, d'Irlande, d'Ecosse, du pays de Galles et des îles anglo-normandes.

Les conditions de détention

En ville

Les conditions de détention varient énormément suivant le grade du prisonnier.

Les officiers ont la possibilité de loger en ville à la condition qu'ils soient cautionnés ou, compte tenu de leur rang, qu'ils aient simplement engagé leur parole. Par ailleurs, ils peuvent recevoir un traitement dont le montant varie en fonction de leur grade. En juillet 1779, cinquante-six officiers résident à Angers. Certains mousses, en raison de leur jeune âge sont autorisés à résider à l'extérieur du château. La forteresse d'Angers n'abrite donc que des matelots de la Royal Navy. Bien que la captivité des officiers soit toute relative comparée à celle des matelots, ils n'en sont pas moins astreints à la discipline. Le corps de ville d'Angers rédige à ce sujet un règlement qui, par la suite, servira de référence à toutes les autres villes du royaume.

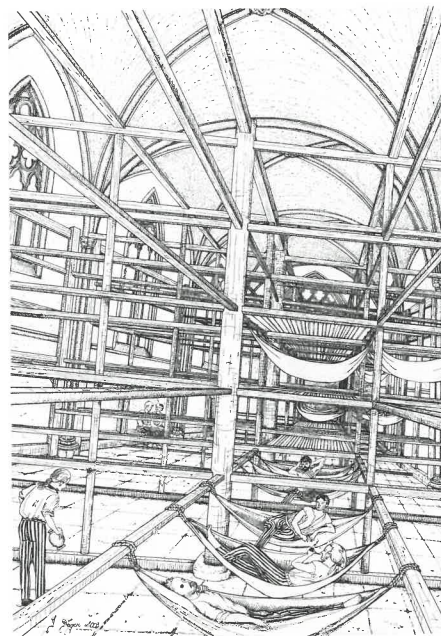
« Règlement des maires et échevins d'Angers concernant les Anglois prisonniers de guerre sous parole ».

Angers, 3 août 1779

1- Seront, tous les prisonniers, de quelque grade et nature qu'ils soient, tenus de donner dans huitaine, au greffe de l'hôtel de ville, leurs noms, surnoms et qualités, et les noms des hôtes chez lesquels ils sont logés ; de leur côté, déclaration au greffe de ceux des anglais qui logeront chez eux, et, en cas de délogement, seront, les uns et les autres, tenus d'avertir, dans les vingt quatre heures, au greffe de l'hôtel de ville, des

changements qui arriveront.

- 2- Défense sont faites auxdits prisonniers de guerre, de s'écarter au delà d'un mille des barrières de cette ville. Pareilles défenses sont faites à tous les habitants de cette ville et des environs, de quelque état et condition qu'ils soient, de favoriser directement ni indirectement l'évasion desdits prisonnier sous peine d'être poursuivis extraordinairement suivant la rigueur des ordonnances.
- 3- Sera accordée une récompense de 12 livres au delà du remboursement des frais légitimement faits, pour chacun desdits anglois qui seroit ramené en cette ville, arrêté au delà des limites ci dessus, à moins qu'ils ne soient porteurs d'une permission particulière, aux armes de la ville, signée du maire ou de l'un des officiers municipaux ; mais ces permissions ne seront accordées qu'à la demande d'une personne connue, qui répondra de la personne et de la conduite du prisonnier.
- 4- Défense sont faites à tous marchands, cabaretiers et autres fournisseurs, de quelques espèce que ce soit, de faire aucun crédit ou avances auxdits prisonniers, ou aux personnes employées à leur service, sous peine de perdre leurs avances.
- 5- Il est enjoint auxdits prisonniers de se retirer chacun chez leur hôte, à neuf heures du soir, lorsque la retraite sonnera sous pêne qu'il appartiendra, à moins qu'il ne soient porteurs d'une pareille permission que dessus. Défense à tous cabaretiers de les recevoir ou garder chez eux passé ladite heure.
- 6- Défense leur ait faites d'injurier ou insulter aucun des habitants de la ville, comme aussi auxdits habitants de les injurier sous peine d'être puni suivant la rigueur des ordonnances.
- 7- Il est défendu à tous prisonniers de guerre de quelque qualité et conditions qu'ils puissent être, à l'exception des officiers brevetés de sa Majesté Britannique, de porter aucune espèce d'armes offensives ou défensives, et à



Restitution de l'échafaudage à hamacs de la chapelle Saint-Jean Baptiste du château d'Angers pour le couchage de plusieurs centaines de marins anglais (dessin I. Frager, Arda)



Les adieux de du Couëdic à son équipage par François-Auguste Biard (1798-1882). Un des marins du « Québec » coulé lors de son ultime combat par Du Couëdic, est interné dans la forteresse d'Angers en 1779 (musée de la Marine, Port-Louis, dépôt de la Ville de Lorient, Inv. GF 5).

- l'égard des officiers brevetés, ils ne pourront porter aucunes armes à feu.*
- 8- *Tous les prisonniers seront tenus de loger dans la ville, et non dans les faubourgs.*
- 9- *Si un prisonnier en fuite est arrêté, il sera mis en prison et il en sera rendu compte au ministre de la marine.*
- 10- *Tous les prisonniers, en général, seront subordonnés au commissaire chargé de leur payer le traitement qui leur est accordé, et celui ci sera tenu de rendre compte au ministre de la marine de la conduite des prisonniers.*

Ces mesures restrictives n'empêchent pas les débordements. Le 27 décembre 1779, « deux anglais cautionnés qui ont cassé des vitres et troublé la nuit l'ordre public sont actuellement en prison et continueront d'y être détenus jusqu'à ce qu'ils aient payés le dommage, leur paye sera donnée aux geôliers ». Les prisons pour les officiers cautionnés étaient situées dans les portes de villes dites Lionnaise et Saint-Nicolas.

À l'intérieur du château

Pour les matelots, les conditions de détention à l'intérieur du château sont nettement moins favorables.

L'hébergement varie sensiblement suivant le lieu de l'incarcération. Si, dans certains châteaux, les hommes couchent sur de la paille, à Angers, les matelots disposent de hamacs. Pour cela, la chapelle Saint-Jean-Baptiste a reçu un aménagement particulier : une grande charpente d'une dizaine de mètres de hauteur a été assemblée. Elle est compartimentée en cent-soixante-huit espaces juxtaposés pouvant chacun recevoir plusieurs hamacs : cinq-cent-quatre hommes peuvent y être installés pour la nuit. Dans les tours, les hamacs sont disposés autour d'une roue d'avant-train. Elles reçoivent chacune soixante individus. À l'exception des deux heures de sortie qui leur sont accordées à l'intérieur de l'enceinte de la

forteresse, les matelots sont maintenus enfermés nuit et jour dans ces bâtiments. Par peur des incendies, ils ne reçoivent ni feu ni chandelle.

Dans l'univers carcéral, l'alimentation a son importance. Au château d'Angers, la ration quotidienne d'un prisonnier est composée d'une livre et demie de pain (728 grammes), d'une demi-livre de viande de première qualité (244,5 grammes), d'une portion de pois ou de fèves. En agrément, un peu de beurre et de sel est prévu. Pour la boisson, outre l'eau, une chopine de vin quotidienne leur est également assurée. Pour la préparation des repas, les prisonniers disposent de marmites, d'écumoirs, de gamelles et de bidons. Des barriques sont fournies pour la réserve d'eau. Pour couverts, ils reçoivent des cuillères à pots ou à bouche. Couteaux et fourchettes restent interdits. Seuls les chefs de chambrées sont autorisés à bénéficier de quelques canifs, insuffisants pour servir d'arme offensive ou pour dégrader les lieux. Afin d'éviter tout risque d'incendie, le bois nécessaire à entretenir les foyers culinaires est distribué au fur et à mesure des besoins.

À l'intérieur de la forteresse, les mesures d'hygiène sont strictes. La propreté des lieux est entretenue par la mise à disposition de balais et pelles en bois. Pour faciliter la bonne discipline des corvées, les prisonniers sont classés par brigade de vingt-quatre hommes, avec un chef et un sous-chef. Chaque jour, chaque brigade doit fournir deux hommes pour faire la cuisine, aller chercher l'eau, balayer et nettoyer les logements. Les hommes sont également tenus de se faire raser régulièrement (un barbier est présent chaque jour à cet effet) et de se maintenir dans un minimum de propreté.

La bonne santé des prisonniers de guerre est une priorité. Au début, lorsque les prisonniers arrivent au château, les blessés et les malades sont directement transférés à l'hôtel-Dieu (hôpital Saint-Jean). A partir de décembre 1779, un hôpital est créé dans



Casemate d'artillerie du XVI^e siècle transformée en cachot pour les marins anglais
(Cliché E. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)

l'enceinte du château. S'ajoutent une infirmerie et une apothicairerie (pharmacie). Les soins sont dispensés par un chirurgien major, des chirurgiens, des infirmiers. Le personnel est complété par deux cuisiniers, deux interprètes et un « écrivain anglais ».

L'état sanitaire à bord des navires, les circonstances parfois violentes des prises lors des conflits maritimes, puis les conditions difficiles de détention, influent sur la santé des prisonniers anglais. Les mois passant, la promiscuité, le froid, une hygiène rudimentaire, une nourriture carencée en vitamines, fragilisent les corps. Les pathologies dont souffrent ces hommes sont propres aux lieux de détention : dysenterie, scorbut, maladies infectieuses, gale (une des tours est réservée à l'isolement des « galeux »).

Pourtant, il est essentiel de maintenir cette population de détenus en bonne santé. Sous réserve qu'ils ne soient moribonds, ils représentent une précieuse monnaie d'échange pour récupérer les matelots français captifs en Grande-Bretagne. Ainsi, les prisonniers malades sont traités comme les soldats des troupes de Sa Majesté. Ils ne dorment plus dans des hamacs mais sur des « bois de lits » rembourrés de paille. Ils reçoivent de la nourriture en plus grande quantité et de meilleure qualité qu'à l'ordinaire. Ils ne manquent ni de pansements, ni de linges.

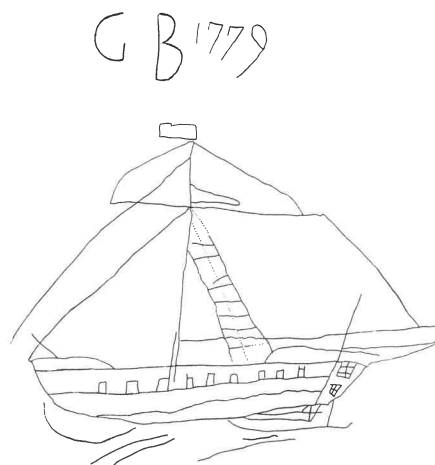
A l'intérieur du château, la discipline est maintenue autant qu'il est possible. Le règlement intérieur est rigoureux. Il responsabilise les gardiens et les sentinelles. Les troupes du roi, ainsi que les personnes préposées à la garde des prisonniers, sont punies de la peine de galère si, par négligence ou par « pusillanimité » (faiblesse), ils laissent des prisonniers s'évader. Ceux qui se rendent coupables de collusion ou « d'intelligence » avec les détenus sont considérés comme des traîtres et « seront jugés comme criminel d'état ». On leur demande, cependant, de traiter les prisonniers avec humanité et douceur, de les écouter, de leur rendre justice « sur tous les

motifs de plainte » et surtout qu'ils ne soient ni frappés, ni maltraités.

Pour les matelots également, les règles sont claires. En cas de mutinerie ou de complot, la garde a l'ordre « *de les fusiliers, de les charger la baïonnette au bout du fusil, le sabre à la main, aux risques du carnage qui résulteroit de cette rigueur et défense légitime* ». Les mutins ou séditeux sont enfermés, mis aux fers ou au piquet suivant la gravité du cas. Lorsqu'un prisonnier commet un crime de sang, il est jugé, condamné et exécuté. Par ailleurs, les tentatives d'évasion se font au péril de leur vie, les gardes et les sentinelles ayant ordre de faire feu, et de « *bien ajuster les fugitifs, et s'ils les manquaient à coup de fusils, de fonser dessus la baïonnette au bout du fusil* ».

Toujours dans le but de maintenir la discipline, la vie des chambrées est également fortement réglementée. Les matelots sont enfermés nuit et jour, sans feu ni chandelle, de peur des incendies. Ils peuvent sortir deux heures par jour afin de prendre l'air dans la cour, ou sous le préau, et fumer le tabac qui leur est fourni par la Ferme générale (chargée de collecter des impôts sur les marchandises). Tous ces règlements n'empêchent pourtant pas les manquements à la discipline : évasions, exactions, révoltes se produisent parfois. Dans l'état actuel des recherches, il n'est pas permis d'affirmer qu'il y ait eu des tentatives d'évasion dans le château. En revanche, nous savons que des officiers cautionnés reprennent leur parole et s'enfuient de la ville d'Angers le 3 décembre 1779. Cette rocambolesque évasion fut favorisée par la naïveté d'un angevin.

Originaire de Jersey, Philippe le Couteur (passager à bord du navire l'« Espérance »), et l'un de ses compatriotes (lieutenant sur le vaisseau l'« Actif ») sont logés à Angers chez le sieur Gabory, rue Saint Michel. Philippe le Couteur entreprend d'aider cet officier et trois autres de ses compagnons à quitter la ville. Le 3 décembre, le Couteur se rend chez Monsieur Rollac, rue de la Poissonnerie, pour marchander, contre une somme de quatre louis, une chaise de poste qui doit emmener



Graffiti représentant un côté corsaire dans la tour n° 17 du château d'Angers



Graffiti représentant une « goélette » accostée près d'une forteresse littorale (château de Brest ?) dans la tour n° 13 (Cliché E. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)



Graffiti représentant un marin anglais dans la tour n° 13 du château d'Angers (Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)

les prisonniers vers Paris. Il rassure Rollac en lui soutenant que les anglais possèdent des passeports pour rentrer chez eux (ce qui est faux évidemment). Un dénommé O'Sullivan dénonce l'évasion ainsi que leurs auteurs à un angevin qui, à son tour, prévient la Mairie. Le Couteur est arrêté et conduit au château. Rollac, quant à lui, a beaucoup de chance ; il ne passe que vingt-quatre heures en prison, la Mairie lui enjoignant seulement de ne plus louer de voiture sans la permission du maire. En effet, il faut rappeler qu'il était formellement interdit à tout particulier et habitant de la ville de chercher à favoriser directement ou indirectement l'évasion des prisonniers détenus au château, ou libres sur parole, sous peine d'être poursuivis suivant la « *rigueur des ordonnances* ». Pour sa complicité avec l'ennemi, Rollac pouvait être conduit aux galères.

L'ennui et la promiscuité conduisent certains matelots à des excès de comportement tels qu'exactions et révoltes. Dans le château, où la garde semble finalement lacunaire, les méfaits se multiplient. Le jeudi 16 décembre 1779, cent quarante marins réussissent à pénétrer dans une des caves du château, espérant y trouver du vin en quantité. La cave est vide, mais loin d'être découragés, ils pratiquent une autre ouverture qui les conduit dans l'écurie et le grenier à foin du Major. Un incendie prend accidentellement dans les locaux et dure plus de dix heures. Les seules victimes sont les chevaux du Major. L'événement est repris dans la presse locale « *Les Affiches d'Angers* ». Un texte comptable évoque, par ailleurs, une révolte dans la chapelle Saint-Jean-Baptiste : « *fut réparée après la révolte, une double porte de sûreté à la chapelle* ». Il semble donc qu'un autre événement d'importance ait eu lieu, mais la documentation à ce sujet est trop lacunaire pour que l'on puisse retracer son histoire.

Finalement, les matelots restent enfermés dans la forteresse d'Angers pendant quinze longs mois. En octobre 1780, ils bénéficient du « Cartel d'échange des prisonniers de

guerre » qui organise minutieusement leur rapatriement ainsi que celui des prisonniers sous parole. Cette convention, passée entre la France et l'Angleterre, s'applique à tous les prisonniers faits depuis le début des hostilités et à ceux qui le seront ensuite. Les échanges ont lieu « homme pour homme, selon leur rang ou qualités ». Des tableaux d'équivalence de grade visent le cas des officiers et du personnel de la Marine royale, les membres des équipages de la marine de commerce, les corsaires, et les officiers et troupes de terre pris en mer.

Des dragons dans la prison militaire du château

Les dragons sont des soldats qui combattent aussi bien à pied qu'à cheval. C'est le Maréchal de Turenne, sous le règne de Louis XIV, qui crée les deux premiers régiments. Le roi les utilise pour la persécution des protestants après la Révocation de l'Édit de Nantes. Lors des expéditions punitives, les dragons vivent « sur » l'habitant (exploitation totale de l'habitant) qu'ils traitent avec une grande brutalité au point de donner naissance à l'expression « dragonnades ». À Angers comme ailleurs, ils sont fidèles à leur réputation.

Le 10 juillet 1778, l'intendant de la généralité de Tours (circonscription territoriale de l'Ancien Régime) écrit au maire d'Angers « *Le ministre me marque, Messieurs, que sa majesté (Louis XVI) vient d'ordonner que le dépôt général des chevaux de remonte destinés à la cavalerie et aux dragons seroit établi à Angers* ». La création de ce dépôt permet à la troupe de réquisitionner tous les chevaux de la région et entraîne l'arrivée de plusieurs régiments de dragons à Angers. Leur passage dans une ville est toujours marqué par des exactions diverses. Les angevins se plaignent de leur violence et des vols qu'ils commettent dans les jardins de la ville. Plusieurs forfaitures ou autres pillages conduisent quelques militaires en « salle de police » dans le château.



Porte à guichet d'une des tours du château d'Angers (tour n° 10)
Au XVIII^e siècle, toutes les tours ont été aménagées pour y créer des cachots avec ce type de porte (Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)



fin XVIII^e siècle

Les idées nouvelles et la prison révolutionnaire (fin XVIII^e siècle)

Vers une nouvelle justice

Le Siècle des lumières remet en cause l'ensemble de l'organisation de la société du royaume de France. La justice, qui puise ses fondements dans des règles coutumières d'un autre âge, va à l'encontre des philosophes. Le premier d'entre eux, Voltaire, s'attaque vigoureusement à cette institution. L'exécution de Damien, accusé de régicide pour avoir simplement frappé Louis XV d'un inoffensif coup de canif, écartelé dans d'atroces souffrances en place de Grève, suscite l'émotion jusque dans les élites. En 1765, la décapitation, puis le corps jeté aux flammes, du chevalier de La Barre, qui avait seulement omis de saluer un cortège religieux, scandalisent tout autant. Cette dernière affaire se déroule pourtant après la publication de l'ouvrage de Césaire Beccaria intitulé « *Des délits et des peines* ». L'abrogation des infractions en matière religieuse, la suppression de la « question » (torture du prisonnier) au cours du procès, des supplices et de la peine de mort figurent dans l'œuvre de cet auteur.

Le sort du prisonnier et le rôle de la prison interpellent de la même manière. Ainsi John Howard, philanthrope anglais, qui gouta dans sa jeunesse à la prison française de Brest, après l'arraisonnement du navire sur lequel il était passager, s'émue des conditions de vie et de l'état déplorable des prisons européennes. Il publie en 1788 « *L'état des prisons, des hôpitaux et des maisons de force* ».

Louis XVI, roi très chrétien et très pieux, sent bien qu'il faut réformer les vieilles institutions judiciaires. En 1788, à la suite de l'exécution désastreuse lors d'un supplice de la roue, il fait interdire cette forme de peine, comme il l'a fait précédemment pour la « question ». La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, d'août 1789, s'inscrit en droite ligne de tous ces événements avec ces articles :

Article VII. Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas

déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par sa résistance.

Article VIII. La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires ; et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Article IX. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

La conception de la prison comme lieu d'accomplissement des peines n'est véritablement instituée qu'en 1791, avec la rédaction du Code pénal. Aussi novatrice qu'elle soit, cette conception de la peine est encore en retrait par rapport à l'ouvrage de Beccaria. Malgré les conclusions du rapport de Louis-Michel Le Peletier de Saint-Fargeau (martyr de la Révolution), le Code criminel révolutionnaire (6 octobre 1791) procède au classement et à la définition des peines privatives de libertés. On fait apparaître les fers (travaux forcés), la réclusion dans une maison de force, la gêne (enfermement en un lieu éclairé, sans aucun contact humain), la détention, la déportation, la dégradation civique et le carcan. L'idée que la détention suffise est encore loin d'être admise. La prison et l'enfermement ne constituent pas la clé de voûte du système pénal. Au sommet de l'échelle des peines, la peine de mort et les travaux forcés ou les galères se pratiquent toujours.

Les réformateurs laïcs réclament qu'une action éducative soit menée auprès des délinquants. L'anglais Jérémie Bentham publie, en 1791, le *Panoptique*, dans lequel il recommande de construire les prisons sur le modèle d'un bâtiment circulaire périphérique divisé en cellules traversées par

page précédente :

L'abbé Besnard (1752-1842) représenté pendu, a prêté serment à la Constitution civile du clergé.
« *Besnard est pendu, Dieu en soit loué* »
Arch. départ. de Maine-et-Loire, 1L364.
Cliché Bruno Rousseau, Arch. départ.

- Berthelot dit la Durandiere de la flèche
- René le Tourneux de la commune d'Angers
- Marie Boilève femme Letourneux de la commune de Jalais
- Louis Jousselin ex noble de la commune de Montillé
- Jean Couillau dit lavaleur soldat au 78ème régiment
- Valleri le Coq avoué du district de Segré
- Louis Goron ex prêtre de la commune de Mazé
- L'espinasse dit Fremondiere de la commune de Brissac
- Marie Bénardot de la commune de Thouars
- Perine Benardot idem
- Elisabeth Chavno idem
- Jean Jamet
- Sebastien Guerin
- Hervé Julien
- Jagot dit Joussebere ex noble de la commune de Thouars
- Louis François Chartre prêtre réfractaire
- Pierre Bernard officier municipal de la commune de Loiret district de Segré âgé de 31 ans
- Pierre Podevin de la commune de Saturnin
- François Fleury lieutenant de la cavalerie de Cherbourg district de Cherbourg département de la Manche
- David commissaire des guerres de la commune d'Hervaux département des Deux Sèvres
- Simon hussard au 8ème régiment de la commune de Rocher la liberté département de la Manche
- Tiercellin adjudant major au 2ème bataillon de l'Eure de la commune de Neuschatel département de la Seine Inférieure
- Auguste Proth inspecteur des vivres âgé de 32 ans de la commune de Saumur département de Maine et Loire
- François Louis Bussy ex noble de la commune de Saumur
- Joseph Moreau cy devant prêtre âgé de 30 ans de la commune de Laurent de la Plaine district de Montglonne
- Burel hussard au 11ème régiment de Paris marché martin
- Espérance Lavigne âgé de 42 ans cy devant religieuse de la Fougereuse district de Thouars département des Deux Sèvres
- Jeannne Chevalier âgé de 28 ans lingère de la commune de Bouillé Ménard district de Segré département de Maine et Loire condamné à la déportation
- Jean Davy cavalier au 18ème régiment
- Pierre Malecot âgé de 26 ans salpêtrier de la commune de Chavagne
- Pierre Fortuné Drouineau âgé de 40 ans cultivateur de la commune de Vivy district de Saumur
- Jean François Gérard ex curé de la commune de Neuillé district de Saumur
- André Saulnier (père) âgé de 49 ans cultivateur de la commune de Neuillé district de Saumur
- Jean Louis Mongason âgé de 27 ans lieutenant au 22ème régiment d'infanterie légère, de la commune et district de Saumur
- Jacques Menard serger âgé de 24 ans de Névry canton de Christine district de Montglonne
- Jean Grimault meunier âgé de 24 ans de Quantin même canton et district idem
- Antoine Calabre praticien âgé de 20 ans, de Paris paroisse Saint Eustache
- Jacques Martin tisserands âgé de 19 ans d'Angers faubourg ci devant Saint Jacques
- Jean Jannetau bêcheur âgé de 40 ans du Mai district de Cholet
- Jean Mornet tisserand âgé de 42 ans du Milet district de Monglonne
- Jean Gaté maçon âgé de 35 ans de la Chapelle Rousselin canton de Jalais District de Cholet
- François Piton métayer âgé de 28 ans de la Pommerai district de Montglonne
- Michel boulitrau vigneron âgé de 52 ans de Denée canton du Pont Libre district d'Angers
- Michel Palicot laboureur âgé de 25 ans Daléssain district de Mayenne
- Pierre Rimbault tailleur de pierre âgé de 21 ans de Montlévrier district de Cholet
- René Meslet cordonnier âgé de 30 ans de

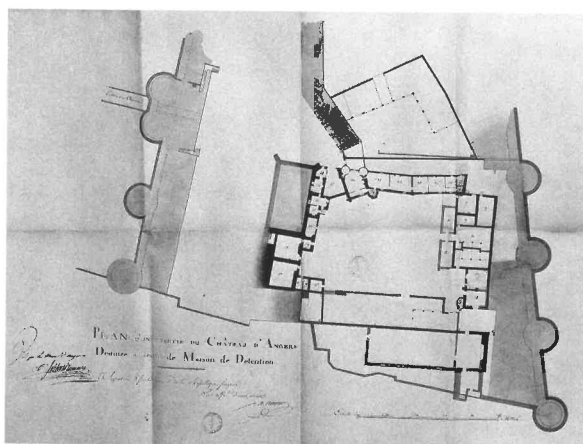
- Surdrés commune de Saint Sauveur de Flée district de Segré
- Pierre Monchevallier maçon âgé de 25 ans de Saint Martin du Bois district de Segré
 - René Chesnau laboureur âgé de 28 ans de Surdrés district de Château Neuf
 - Joseph Samson laboureur âgé de 30 ans de Vaucrétien district de Vihier
 - Pierre Berthelot laboureur âgé de 26 ans de Cheffes district d'Angers
 - Louis Villechien laboureur âgé de 18 ans de Marigné district de Château Neuf
 - Jacques Guerrier laboureur âgé de 23 ans de Montreuil Bel Froy district de Segré
 - Maurille Gueignon voiturier âgé de 27 ans de Saint Maurille du Pont libre
 - Thomas Gaultier domestique âgé de 37 ans de Saint Gonnerie département du Morbihan
 - François Bureau métayer âgé de 48 ans de Montjean district de Monglonne
 - Pierre Delepine bêcheur âgé de 47 ans d'Angers
 - Pierre Gaultier tisserand âgé de 39 ans de Juigné sur Loire district d'Angers
 - Germain Girardot bêcheur âgé de 38 ans de Juigné sur Loire district d'Angers
 - René Grauri laboureur âgé de 28 ans de Juigné sur Loire district d'Angers
 - Julien Hamond tisserand âgé de 41 ans de Juigné district d'Angers
 - Germain Albert filassier et bêcheur âgé de 54 ans de Juigné district d'Angers
 - René Papin vigneron âgé de 50 ans de Rochefort district d'Angers
 - René Dalaine laboureur et maître de vin âgé de 40 ans du Marillais district de Montglonne
 - François Boutard médecin âgé de 41 ans de Rochefort district d'Angers
 - René Fouchard laboureur âgé de 43 ans de Chalonnes
 - Jacques Gasnier bêcheur âgé de 38 ans de Grésillé district d'Angers
 - François Dupont laboureur âgé de 26 ans de Pelouailles district d'Angers
 - Nicolas Flechet tonnelier âgé de 19 ans de l'Hôtellerie de Flée district de Segré
 - Jean Guerinet âgé de 30 ans de Chalonnes District d'Angers
 - Maurice Louettiere jardinier âgé de 44 ans d'Angers
 - François Miaudet tourneur âgé de 35 ans de Saint Maure du Motay district du Montglonne
 - François Beaumier métayer âgé de 62 ans de Saturnin district d'Angers
 - Pierre Gaignard journalier âgé de 49 an de Chaudfond district d'Angers
 - Jean Gabaury sabotier âgé de 47 ans de la Pommeray district de Montglonne
 - Alix Lepron vigneron âgé de 41 ans de Soulaïne canton de Rochefort district d'Angers
 - François Cassin tisserand âgé de 26 ans de Chatillon même canton et district et département des Deux Sèvres
 - André Robergeau tisserand âgé de 33 ans de Bressuire même canton et district département des deux Sèvres
 - Jacques Auduit journalier âgé de 40 ans de Monlévrier district de Cholet
 - Jacques Chiron clerc de notaire âgé de 22 ans du Marillais district de Montglonne
 - René Grolleau tailleur d'habit âgé de 38 ans de Chalonnes district de Montglonne
 - Joseph Chollet serger âgé de 29 ans du Pain en Mauge canton de Christine district de Montglonne
 - Joseph Fesché âgé de 25 ans de prusse chasseur à pied
 - Jean Humeau meunier âgé de 51 ans de Saint Lambert du Lattay district d'Angers
 - Mathurin Thibault laboureur âgé de 20 ans de Chémasé district de Château Gontier domicilié à Montreuil district de Segré
 - Jacques Moussel métayer âgé de 19 ans des Aubiers district de Bressuire
 - Florent le Roux laboureur âgé de 40 ans de Juigné sur Loire district d'Angers
 - Jean Ménard serger âgé de 60 ans de Saturnin district d'Angers
 - René Alleaume couvreur de 38 ans de Tiercé distric de Château Neuf.

Chapitre VI

Premier Empire, le château de toutes les prisons (début XIX^e siècle)

Page précédente :

Registre d'érou de la prison du château d'Angers
pour les passagers et vagabonds, Arch. départ. de
Maine-et-Loire, 9y27.
(Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)



Plan de la prison départementale en l'an XII (Arch. départ. de Maine-et-Loire, 2 y 91)
(Cliché B. Rousseau, Inv. départ. de Maine-et-Loire)

La prise du pouvoir par Bonaparte, en 1799, met fin à une période de troubles en France. Précédemment, la Révolution avait bouleversé les institutions séculaires de l'Ancien Régime, mais n'avait pas eu suffisamment de temps pour faire aboutir les idéaux républicains. Ensuite, la Terreur avait transformé le château en une prison arbitraire sans que rien n'ait été véritablement prévu pour l'accueil de centaines de prisonniers. Cependant, l'administration a pu alors apprécier le potentiel carcéral de la forteresse.

En 1805, afin d'effectuer le percement de nouvelles rues et l'établissement d'un lycée, le Conseil municipal de la ville d'Angers émet le souhait de voir transférer les prisons départementales de la Rossignolerie et la prison communale, située près des Halles, à l'intérieur du château. Pour l'administration, la mise en place des maisons d'arrêt et de justice dans la forteresse de la ville est la meilleure solution. La citadelle semble salubre, sûre et suffisamment spacieuse pour y enfermer des hommes, des femmes, voire des enfants.

Cette prison occupe seulement une partie de l'espace. Elle est concentrée à l'angle nord-ouest de la citadelle, à l'emplacement de l'ancienne cour seigneuriale, entourée du Logis royal, de la chapelle Saint-Jean-Baptiste, du châtelet, d'anciens logements et de la grande salle comtale.

On réutilise tous ces bâtiments anciens, dont l'état est relatif, comme lieux d'enferment. Tout le reste du château est dévolu à l'armée qui y crée une petite prison militaire et, occasionnellement, un dépôt pour les prisonniers de guerre.

La prison du Premier Empire occupe « le petit château »

Le 24 mai 1805, le préfet de Maine-et-Loire, avec le consentement du Ministre de la guerre, autorise la commune, à ses frais,

à transférer « la maison de justice actuelle dans les tours du château. Ces tours avaient déjà servi provisoirement à cet usage, en l'an VI (1798) mais elles avaient été évacuées en l'an VII ; elles portent les numéros 14, 15, 16 et 17 ; les locaux et terrains adjacents, jusqu'à l'ancienne chapelle du château en étaient des dépendances, le tout constituait ce qu'on appelait « le petit château ». C'est le département qui est chargé de l'entretien des locaux « des nouvelles prisons » comme il a celui de la prison démolie, près des Halles.

Les prisons départementales se composent d'une maison d'arrêt pour recevoir les personnes emprisonnées avant leur jugement et d'une maison de justice pour les condamnés à de courtes peines (moins d'un an). On y incarcère aussi des enfants et des « passagers » divers (militaires, vagabonds, forcats...).

Une Maison d'arrêt pour les prévenus

Un document plus tardif de 1823, nous donne une description très fidèle de la maison d'arrêt. Cette maison d'arrêt ou de détention est composée d'une geôle formée de trois pièces au rez-de-chaussée, de trois autres au premier étage et de deux au second. Dans les étages, sont regroupés les détenus, appelés « pistoles », qui peuvent payer une rétribution au concierge. Les communs de la maison d'arrêt se composent de cinq salles, deux pour quarante personnes, deux autres pour douze, et une dernière pour soixante prisonniers. Ils disposent d'un préau et d'un porche couvert servant d'atelier.

La Maison de justice pour les condamnés

La maison de justice possède une geôle composée de deux pièces au rez-de-chaussée, trois au premier étage, deux autres au second pour les « pistoles ». Les communs se situent dans deux tours (n° 14

et 15). S'y trouvent également huit cachots, et un « *cabinet pour donner aux condamnés les secours de la religion* ». Ils contiennent des cages où sont enfermés des condamnés à mort et certains détenus coupables de violence envers le concierge, les gardiens, ou d'autres prisonniers. Les cachots sont aménagés dans l'ancienne chapelle Saint-Laud. Par ailleurs, une infirmerie est installée au-dessus de la chapelle, avec une cuisine, un cabinet d'apothicaire et une lingerie. La Maison de justice possède, elle aussi, un atelier couvert et un préau.

Une prison vétuste

Les nombreux aménagements et travaux effectués au château ne parviennent pas à cacher l'état d'insalubrité du lieu. Les canalisations se bouchent et des odeurs insupportables émanent des latrines qui débordent. Des documents administratifs témoignent de dégradations. Le vent soulevant une grande quantité d'ardoises, la pluie s'infiltre dans le toit du grenier à paille et les voûtes des tours. Des pierres se détachent de la voûte de l'ancienne chapelle Saint-Laud et s'effondrent le 4 mai 1815, à 18 h 45.

Le mauvais état du château augmente l'insécurité. Des détenus profitent de cette situation pour tenter de s'évader. Un procès-verbal du commissaire de police du 30 juin 1812 nous apprend qu'une tentative d'évasion a eu lieu dans la chapelle Saint-Laud où quatre détenus condamnés à mort étaient enfermés. Ils avaient réussi à couper le « guichet » ainsi qu'un madrier de 3 pouces d'épaisseur (2,54 cm le pouce) sur 4 pieds (0,324 m le pied) et demi de hauteur « *qui faisait partie de la cloison qui sépare les deux cages* » où ils se trouvaient.

Plusieurs pétitions envoyées par les fameux Fricard, geôliers de père en fils depuis 1768 dans les prisons de la ville, soulignent les difficultés de surveillance. Ils se plaignent des détenus qui parviennent à

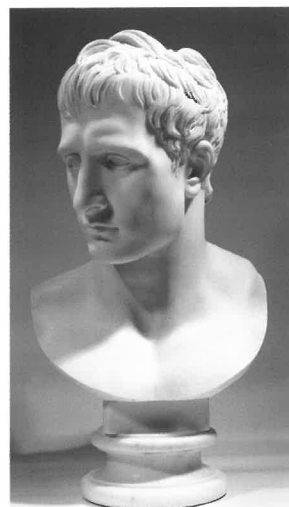
se procurer des outils propres à faciliter leur fuite. Un autre de ces documents, en date du 8 août 1812, parvient au préfet. Le texte est évocateur : « *Les pétitionnaires vous (au préfet) observent (au préfet) que quelques fois en faisant leur visite nocturne ils ont entendu des individus inconnus leur parler par les dehors et au même instant nous avons feind de leur donner quelques réponses pour connaître leurs motifs. Mais nous n'avons obtenu deux qu'un morne silence* ». Le sieur Fricard, demande l'établissement d'un chemin de ronde pour pouvoir surprendre les relations entre les détenus et les complices extérieurs. Néanmoins les évasions continuent. Ainsi le 19 mai 1813, à la maison d'arrêt, une tentative d'évasion spectaculaire nous est rapportée par le commissaire de police Cellier : « *[...] le nommé Demas [...] avait fait un couteau d'environ 4 pouces de longueur [...] il m'a été représenté une corde [...] faite avec des écheveaux de fil, attachée au rempart et destinée à faciliter l'évasion des prisonniers [...]* ».

C'est un échec : « *[...] le nommé Louis Defaye, marinier demeurant Port Ligny, s'étant aperçu du progrès des prisonniers avait envoyé chercher la garde [...] Demas alors suspendu à la corde [...] s'est laissé tomber entre la maison du sieur Buron et le rocher qui joint la dite maison [...]* ». Suite à sa chute Demas décède quelques heures plus tard.

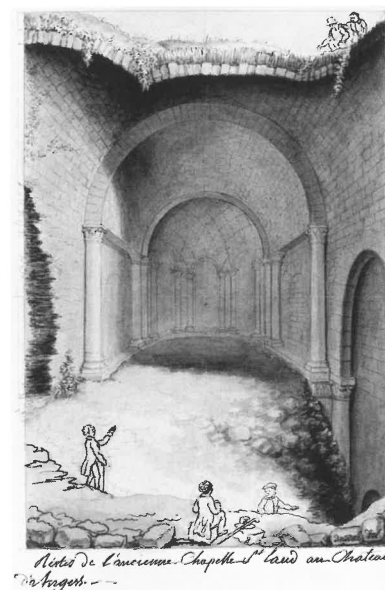
Des difficultés de fonctionnement

Si, sous l'Empire, on crée des maisons de détentions, on ne prévoit pas obligatoirement les subsides nécessaires à leur bon fonctionnement. Les difficultés rencontrées à la prison du château d'Angers en témoignent.

Le 8 décembre 1810, le maire fait part au préfet de son inquiétude quant au manque de fournitures pour les prisonniers : sabots, gilets, culottes et chemises font cruellement



Antonio Canova, Le général Bonaparte (1769-1821)
(Musée des Beaux-Arts d'Angers)
(Cliché P. David, photographe musées d'Angers)



Restes de l'ancienne chapelle Saint-Laud
au château d'Angers vers 1830
(Arch. départ. de Maine-et-Loire, 197 J)

défaut. L'état de guerre, presque perpétuel, aggravé par des crises frumentaires (manque de céréales) n'engage pas l'administration à améliorer le sort des détenus : un arrêté du 13 janvier 1801 légitime cette attitude, « *les détenus dans les maisons d'arrêt, de justice, ou dans les prisons, ne recevront plus par jour, de la part de la nation, qu'une ration de pain et la soupe [...]* » Finalement, on considère que la prison est un mal nécessaire, et puisqu'il n'est question que de « nécessité » le gouvernement ne veut accorder que le strict minimum.

Le code pénal napoléonien de 1810 édicte des règles fondamentales. Il ne peut y avoir de prisons sans loi ; la privation de liberté devient peine principale, la peine de mort, peine capitale. Le code supprime « la gêne » c'est-à-dire l'isolement dans les cachots et les travaux forcés remplacent la peine des fers, mais il n'y a toujours pas de réflexion sur l'amélioration des conditions de vie des détenus. Bien au contraire, la volonté d'inspirer la crainte est clairement exprimée. Les peines privatives de liberté sont dites « afflictives et infamantes ». Le code pénal maintient une diversité de châtiments corporels comme ceux du boulet au pied pour les forçats ou la flétissure au fer rouge, à la fois supplice et moyen de reconnaissance des récidivistes. Bien entendu, tous ces tourments s'ajoutent à l'emprisonnement.

Les campagnes militaires de l'Empire absorbent les finances de l'État. En juin 1812, l'empereur Napoléon entreprend la conquête de la Russie, ce qui entraîne d'énormes dépenses. Un témoignage du 26 juillet 1812 montre les répercussions de cette situation. Parlant des prisonniers du château, on nous dit qu'« *Ils sont exténués de fatigue et prêts à succomber de défaillance par la privation de la soupe et de la quantité insuffisante de pains* ».

La mise en place de l'Empire fait avorter les idéaux de la Révolution. L'empereur, occupé à des conquêtes territoriales

extrêmement coûteuses, néglige un certain nombre de problèmes intérieurs. Il est bien évident que les détenus, considérés comme citoyens de « second ordre » ne sont nullement une priorité au sein de la population.

Pour la vie carcérale, l'Empire apporte deux éléments positifs : le premier, la création de prison, sises le plus souvent dans d'anciens grands établissements laissés vacants et par ailleurs, la notion d'enfermement en tant que peine. Mais finalement, à l'exception de ces deux apports, la vie du prisonnier, sous l'Empire, diffère assez peu de celle vécue par lui sous l'Ancien Régime.

L'Europe en prison : Angers, ville de prisonniers de guerre

La déchéance du roi Louis XVI, en 1792, et la création de la 1^{ère} République, stigmatisent contre la France toutes les monarchies européennes. Angers est éloigné du théâtre des opérations militaires. Comme d'autres villes, elle occupe une position stratégique arrière favorable à la concentration des nombreux prisonniers de guerre capturés lors des batailles menées à l'est du pays. Sous la Révolution et l'Empire, cette situation est mise à profit par les administrations militaires successives. La citadelle, mais aussi d'autres lieux à Angers, sont réquisitionnés pour l'accueil d'une multitude de prisonniers de guerre des nations coalisées contre la France. Durant plus de vingt années, les habitants de la ville côtoient ces populations étrangères. L'afflux de plusieurs milliers de personnes pose d'énormes problèmes tant matériels qu'humains. Dans cette période mouvementée de l'Histoire, le château est utilisé pour pallier ces difficultés.

Lors des premiers conflits, la citadelle ne reçoit pas de prisonniers de guerre. En effet,



Les prisonniers russes défilant sur le boulevard Saint-Martin de Paris après la bataille de Montmirail, le 17 février 1814 (musée de Versailles, Cliché RMN)

le château, prison d'exception durant la Terreur puis, en 1806, prison départementale, restreint les lieux disponibles. Pendant toute la durée des conflits, il ne sert que d'étape. Plusieurs centaines de prisonniers vont ainsi transiter par la forteresse, pour une journée ou une nuit, avant de reprendre la route vers un lieu de détention définitif. Dès 1792, la ville est un important dépôt pour prisonniers de guerre : le choix d'Angers correspond au décret de l'Assemblée nationale qui stipule « les prisonniers seront transportés sur les derrières des armées, dans les dépôts que les généraux auront désignés. Ils seront ensuite repartis à l'intérieur du royaume, à la distance de vingt lieues au moins des frontières, et placés principalement dans les chefs lieux de district et les villes fermées ».

Le 14 décembre 1792, arrivés de Laon, trois cents autrichiens prisonniers sont installés au dépôt. Le séminaire (Logis Barrault, actuel musée des Beaux-Arts) est transformé pour les recevoir. On choisit le commandant du bataillon de la Garde nationale pour servir d'interprète, les surveiller étroitement et « leur exposer les principes de liberté et d'égalité que nous sommes tous chargés de défendre et de propager ».

Les prisonniers sont sous la protection de la République comme le précise le décret de l'Assemblée nationale du 4 mai 1792 : « Les prisonniers de guerre sont sous la sauvegarde de la nation et la protection spéciale de la loi. Toutes rigueurs, violences ou insultes commises envers un prisonnier de guerre seront punies comme si ces excès avaient été commis contre un citoyen français ». Par arrêté du 24 décembre 1794, le Comité de Salut Public précise « que la commission des travaux publics et les administrations de districts sont autorisées à employer aux travaux de l'agriculture et à la réparation des chemins les prisonniers de guerre repartis dans l'intérieur de la République ».

En janvier 1797, l'arrivée de marins et de militaires anglais complète celle des prisonniers du 14 décembre 1792. Ce sont des officiers ou des mousques cautionnés, la ville leur sert de prison : ils sont installés chez l'habitant, après avoir donné leur parole de ne pas s'évader. L'administration civile se méfie de cette population étrangère qui tient des propos contre-révolutionnaires : « Il résulte d'une conférence que nous venons d'avoir avec le

Liste des Anglais ayant la ville pour prison en 1797

NOMS	GRADES	DEMEURE
BHANDERSON	capitaine	rue centrale n°110
DAVID EVENS	lieutenant	idem
George WATSON	passager	rue centrale n°82
Edward HARRIER	idem	idem
Samuel HEATH	capitaine	place neuve n° 26
Phillip SHOESMITH	idem	idem
Samuel RABY	idem	idem
Alexander HOUSTON	idem	idem
Abraham TOMERIS	idem	idem
James LUSK	capitaine en second	place neuve n° 10
John CRAWFORLD	subrécargue	idem
Ruben WRIGHT	capitaine	rue de la loi n°23
Henry SILLERS	idem	idem
James WEROU	idem	idem
Isaac Mc KENNEY	idem	idem
Henry SCOTT	idem	idem
Alexander Mc KELEAN	idem	idem
Henry WMEACH	chirurgien	idem
Thomas Mc KENNEY	novice	idem
Richard WATKINS	mousse	idem
John HUNTER	capitaine	rue des Poëliers n°30
Joseph HARRINGTON	idem	idem
Trevor HULL	major	rue des Poëliers n°9
Archibald NEVAN	domestique	idem
David Grant	enseigne	rue des Poëliers n°5
Trevor DUDINGSTON	capitaine	place du Pilori n°10
Adam POBLES	lieutenant	idem
Charles CAMPBELE	lieutenant	place du Lion d'Or n°37
Joseph BEARD HUCKS	élève-officier	idem
William MAYBANK	chirurgien major	idem

général commandant à Angers et le commissaire de la marine que plusieurs d'entre trente et quelques prisonniers anglais qui sont depuis quelque temps en cette commune ont tenu certains propos sur la situation et l'état politique de la République qui ont dû déplaire et qui ont effectivement déplu aux habitants de cette commune qui en ont murmuré. Le général le premier instruit de la conduite de ces prisonniers a cru devoir leur faire ordonner par le commissaire de la marine à la surveillance desquels ils sont confiés, de garder les arrêts dans leurs chambres tant pour les mettre hors d'état d'exciter du trouble pour leur propos que pour leur propre sûreté personnelle ».

De simples matelots ou militaires anglais, enfermés dans la prison de la Rossignolerie, les rejoignent. En 1806, des russes sont logés dans l'abbaye du Ronceray. En 1809, des portugais se trouvent à l'Académie, face au château. L'arrivée de prisonniers de guerre dans le château en 1813 annonce le désastre. Fin 1813, la situation militaire du pays est désespérée. Napoléon dispose encore de trois cent mille hommes, mais les nations coalisées contre l'Empire (Russie, Prusse, Angleterre, Autriche) envahissent la France du nord au sud. Devant l'avancée des troupes ennemies, les prisonniers de guerre retenus dans les dépôts du nord de la France sont évacués. Plusieurs milliers d'entre eux arrivent à Angers. La ville est submergée. Tous les lieux disponibles sont occupés : la caserne de l'Académie, le Séminaire, la maison des Incurables, l'abbaye Saint-Nicolas transformée en hôpital militaire, le couvent de la Visitation regorgent de prisonniers de toutes nations. « ! J'ai à Angers en ce moment 2750 prisonniers de guerre » se plaint le préfet de Maine-et-Loire au commissaire des guerres.

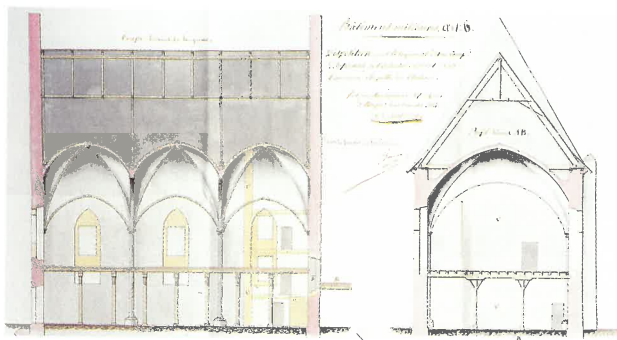
Plus de six cents russes sont internés dans l'abbaye du Ronceray jusqu'à leur transfert vers Landernau en Bretagne. Ils sont remplacés par mille six cent quarante deux

anglais. Devant un tel débordement, la ville se trouve dans l'obligation de loger sept cent vingt six espagnols chez l'habitant.

« J'ai l'honneur de vous faire observer que les prisonniers logés chez l'habitant ne pourront être gardés ni surveillés ce qui doit favoriser singulièrement la désertion et entraîner le plus grand désordre ». Ils sont livrés à eux-mêmes, divaguent en ville et posent des problèmes aux angevins. « On les rencontre très souvent ivres et mendiant, tandis qu'ils viennent de se gorger de vin ou d'aliments ».

Le château doit fournir l'étape à cent trente sous-officiers russes, alors que depuis décembre 1813, il accueille déjà en ses murs deux cents marins anglais transférés de la citadelle d'Embrun sur ordre du Ministre de la guerre.

Ces marins ont maintes fois cherché à s'évader. Ils sont considérés comme « de très mauvais sujets et déserteurs repris, qui exigent les mesures les plus sévères, ainsi que la surveillance la plus active et la plus rigoureuse ». Le château doit être aménagé pour les recevoir. Le capitaine du Génie, Monsieur Vallée, et le commissaire des guerres, Lewastre, inspectent les lieux afin de trouver les mesures les plus convenables à leur installation. Est exclu des travaux le bâtiment dit « du gouverneur » car « il est trop bien décoré et boisé pour pouvoir être livré sans grands dommages pour l'état à de simples matelots prisonniers, que ce logement n'eut été convenable que pour des officiers ». Les tours, certes disponibles, sont trop mal aérées et trop humides pour les accueillir sans risquer de les exposer aux maladies mortelles. La chapelle du logis royal est choisie. Un plancher y est construit afin de créer deux étages, pouvant chacun contenir cent prisonniers. La chapelle est entourée d'une enceinte élevée afin d'éviter toute évasion ou insurrection, car ces marins sont « des gens habitués des l'enfance à grimper aux cordages » et seraient bien capables d'essayer de communiquer avec les détenus de la prison départementale.



Coupe de la chapelle Saint Jean-Baptiste du château d'Angers, 1825
Service historique de l'armée de terre, article 8-section I, Angers, dossier I, n°66.
cliché Bruno Rousseau, Arch. départ.

dette envers des particuliers peuvent même se faire apporter des meubles dans la prison.

Malgré ces réglementations, règne l'inorganisation. Le mobilier manque, et la paille transformée en paillasse constitue l'unique couchage dans les cachots. Les prisonniers dorment « [...] sur de mauvaises paillasses pourries de crasse [...] ». Quand elles existent, les couvertures sont vieilles et pourrissantes, si bien qu'un grand nombre de prisonniers demande l'autorisation d'obtenir des matelas fournis par leur famille.

Le vêtement du prisonnier

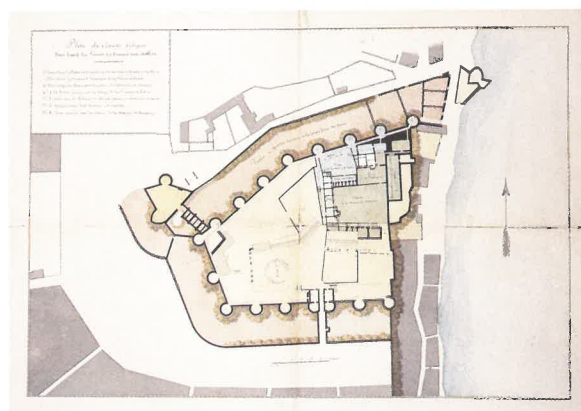
Dans une circulaire du 19 mai 1818, le Ministre de l'Intérieur Lainé propose que l'administration fournisse aux détenus incarcérés pour une durée minimum de deux ans : une veste de droguet, un pantalon de la même étoffe en hiver, une veste de toile écrue et un pantalon pour l'été, plus un bonnet, trois chemises et huit paires de sabot sur le temps de leur peine. Mais « *les prisonniers sont toujours pourvus de quelques effets à l'époque de leur condamnation ; vous ne garderez dans les prisons départementales que ceux dont la détention doit avoir le moins de durée : on peut donc présumer que très peu d'entre eux recevront la totalité des fournitures, et qu'il en sortira beaucoup sans que vous ayez eu à faire pour eux aucune dépense d'habillement* ».

Le 28 mars 1829, une décision ministérielle notable accorde une somme de 700 francs, prise sur les fonds de la Société royale des prisons (société qui se charge d'améliorer les conditions de vie des détenus) qui doit être répartie sur l'ensemble du département pour procurer des vêtements aux détenus indigents. Les quelques interventions, départementales ou municipales, s'avèrent plus qu'insuffisantes. Dans son rapport de

1837, l'inspecteur général des Maisons Centrales et des Prisons souligne que le département de Maine-et-Loire est « [...] *bien plus en arrière que tous les autres départements, sous le rapport des fournitures en linge, vestiaire et chaussures. À Angers, les hommes de toutes les catégories reçoivent une chemise blanche par semaine pendant 6 mois de l'année et tous les 15 jours pendant les 6 autres mois* [...] ».

Sous la Monarchie de Juillet (1830-1848), on tente d'améliorer l'habillement des prisonniers. Le règlement général du 30 octobre 1841 pour les prisons départementales, prévoit que les prévenus et les accusés conservent leurs effets personnels : « *Les prévenus et les accusés conserveront leurs vêtements personnels, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'autorité administrative dans un intérêt de police et de propreté* [...] ». (Article 64 du règlement général du 30 octobre 1841). « [...] *Ils pourront également faire venir du dehors, et à leur frais, les vêtements dont ils auront besoin* ».

« *Les condamnés correctionnels qui subissent leurs peines dans les prisons départementales seront tenus de porter le vêtement de la maison (de justice)* [...] » (article 65 du règlement général du 30 octobre 1841) qui se compose d'un pantalon, d'un gilet, d'une veste d'étoffe de laine, d'une chemise, changée tous les huit jours, et d'une paire de sabots. De plus, « *Les effets des condamnés entrants seront lavés, désinfectés, étiquetés et mis en magasin pour leur être rendus à leur sortie. Des vêtements appartenant à la prison leur seront donnés immédiatement après que les mesures de propreté auront été exécutées à leur égard. Les effets des prévenus et des accusés seront, en cas de besoin, lavés et désinfectés de la même manière. Des vêtements appartenant à la prison leur seront également donnés, s'il y a lieu* ». (Article 69 du règlement général du 30 octobre 1841).



Plan de la prison du château d'Angers
(Arch. départ. de Maine-et-Loire, 2Y 90)
(Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire)

Ce règlement semble bien appliqué à Angers. La prison du château n'est plus soumise à de grandes critiques. Le rapport du 13 octobre 1854 décrit un « *vestiaire nombreux et parfaitement raccommode* [...] ».

expressément interdit [...] » article 63 du règlement général du 30 octobre 1841. Quant au vin et autres boissons fermentées, il en est parfois distribué mais les liquides sont aussi infects que le pain et la soupe.

Le régime alimentaire

Les denrées alimentaires fournies aux détenus sont particulièrement soumises à la surveillance administrative. La nourriture carcérale est une version très appauvrie de celle des casernes. Elle se compose principalement de pain et de soupe, comme pour les paysans les plus démunis.

Au château, on distribue du pain, de la soupe, de la viande ou des légumes, du bouillon gras qui peut être agrémenté de sel, de poivre et de vinaigre. Les prévenus et les accusés peuvent faire venir de l'extérieur, à leurs frais, des vivres mais ils perdent alors le bénéfice de leur ration dans la prison. Il est possible d'améliorer l'ordinaire à la « *cantine* », sorte de magasin tenu par le concierge. Cependant, les prix pratiqués par ledit concierge y sont si exorbitants que la majorité des prisonniers, qui vivent dans un état proche de l'indigence, ne peuvent s'y approvisionner.

Par ailleurs, la quantité de pain varie en fonction des crises frumentaires. Les détenus voient parfois leur ration diminuer. Certains n'hésitent pas à voler le pain de leurs comparses. En septembre 1840, un détenu correctionnel, nommé Breton, est puni de quatre jours de cachot pour avoir subtilisé du pain à d'autres prisonniers.

L'eau, de mauvaise qualité, est fournie par le concierge : elle provient du puits du château dont la pompe est défectueuse ou bien de tonneaux où elle croupit. Pour les condamnés « *l'usage de l'eau de vie, du vin, du cidre, de la bière et de toute autre boisson spiritueuse ou fermentée, est*

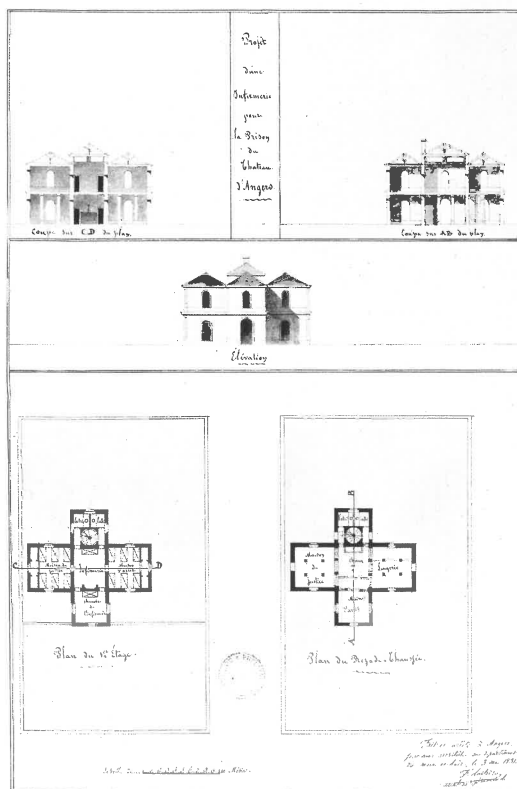
La santé

La malnutrition, le mauvais état des vêtements, des literies malsaines, les rigueurs climatiques dans les tours, la promiscuité et le manque d'aération, multiplient les causes de maladie, voire de mort. Toutes ces conditions de détention effroyables nécessitent des soins quotidiens. Le service de santé d'une prison se compose ordinairement d'un médecin et d'une infirmière, nommés ou révoqués par le Préfet.

Les médecins et les chirurgiens sont tenus de passer voir les détenus chaque jour et d'inspecter leurs locaux (ateliers, dortoirs, lieux de punition). Ces praticiens disposent de peu de pouvoir et l'on se méfie de leur philanthropie. Ils ne peuvent rendre visite qu'aux détenus malades et ils ont des difficultés pour visiter les ateliers et les dortoirs.

Les détenus souffrent de nombreuses maladies pulmonaires liées à l'anémie, l'épuisement et la malnutrition. La typhoïde et la dysenterie sont cause de nombreux décès. Des cas de scorbut peuvent apparaître car la soupe contient très peu de légumes frais.

L'infirmierie des prisons est dépourvue de tout et ne possède pas de médicaments coûteux. Les médecins ne disposent que de peu de moyens pour soigner : ventouses, tisanes, sangsues et vésicatoire constituent les remèdes de base. En décembre 1817, plusieurs détenus atteints de mal vénérien ne reçoivent aucun traitement, car il n'y a ni baignoire, ni bois pour chauffer l'eau. Pour améliorer les conditions de vie des malades hospitalisés, on essaie d'assainir



Projet d'infirmierie dans la prison du château, 1831
Arch. départ. de Maine-et-Loire, 2y91,
cliché Bruno Rousseau, Arch. départ. de Maine-et-Loire.

les locaux, pour empêcher que l'air ne se charge de miasmes putrides continuellement portés dans l'atmosphère, par la transpiration et la respiration des malades.

La surveillance

Pour devenir concierge ou gardien chef, certains critères sont requis par l'administration pénitentiaire. Il est préférable d'être issu d'une famille établie dans le monde carcéral depuis de nombreuses années. Les Fricard illustrent bien cet état de fait. Ils se sont bâtis une bonne et solide réputation grâce à 76 années de service dans les prisons de la ville en qualité de concierges. La lignée commence par René Fricard, concierge de la maison de justice en 1768 et finit avec Thalès Fricard, concierge au château depuis 1823 et admis à faire valoir ses droits à la retraite, le 25 mars 1844.

Le concierge doit jouir d'une grande probité et avoir de « *bonnes* » opinions politiques. Malgré cela, ils ne sont pas tous respectables. Ils trafiquent, spéculent, sont négligents, incompétents, voire violents et ivrognes. Ainsi la veuve Fricard, mère du concierge Thalès Fricard, injurie l'infirmière et le guichetier de la prison. Le nombre croissant de détenus entraîne la nécessité de seconder le concierge pour le service de garde. On recrute d'anciens soldats ou bien les fils d'anciens gardiens des prisons. Les guichetiers ou gardiens ordinaires ne se distinguent guère des concierges. Ils sont aussi incapables, peu dévoués à leur tâche et grands consommateurs de vin.

Violences et oisiveté dans la prison

La promiscuité et l'oisiveté entraînent une violence quasi quotidienne. Elle est verbale et physique entre prisonniers ou contre les gardiens.

Les violences

La règle est simple : les prisonniers qui commettent des exactions sont mis au cachot et parfois aux fers. La violence se retourne parfois contre soi avec des tentatives de suicide qui ne sont pas rares. Le détenu Challain essaie à plusieurs reprises de mettre fin à ses jours. Il réussit à briser une camisole de force et à se pendre, sans succès. Les fers aux pieds, on l'autorise à se promener dans la cour de la maison d'arrêt pour qu'il se calme. L'aumônier de la prison demande qu'il soit soulagé de ses fers. Immédiatement, Challain renouvelle sa tentative en utilisant des morceaux de chemise déchirés pour tresser une corde et se pendre à nouveau. Pour le protéger de lui-même, l'administration ne peut que l'enfermer définitivement dans un cachot jusqu'à son transfert pour la centrale de Fontevraud.

L'oisiveté

Pour combattre l'oisiveté qui est un « *fléau plus triste que la nudité et la faim* », l'autorité ministérielle, depuis la Constituante, tente de réformer les prisons en s'appuyant sur l'isolement et le travail manuel. Elle essaie de convaincre les administrations locales de créer des ateliers afin d'occuper les détenus.

« *Le travail est, de tous les moyens, le plus propre à corriger les hommes dépravés, à donner une autre direction à leurs idées, à leur faire perdre leurs habitudes vicieuses. Il est donc de la plus grande importance d'occuper le plus possible les détenus. On doit leur faire naître le désir de travailler, en mettant une différence entre le sort de ceux qui s'occupent et celui des détenus qui veulent rester oisifs [...]. Trouver des occupations qui conviennent aux détenus, ou rendre ceux-ci propres aux travaux établis, tel est le problème à résoudre* ». (Instruction du

22 mars 1816 sur le régime intérieur des prisons départementales).

Tous les espoirs sont placés dans le travail, dont le rôle éducatif est important pour la réinsertion sociale du détenu. Sa rentabilité doit aussi lui permettre de rembourser l'État des frais occasionnés par son enfermement. L'administration pénitentiaire qui a la charge d'un grand nombre de prisonniers et qui ne dispose que de peu de moyens financiers et d'un personnel insuffisant, ne peut assurer le bon fonctionnement des prisons sans l'aide d'entrepreneurs privés.

Dans les années 1846-1847, à l'initiative de deux entrepreneurs angevins, Messieurs Gaignard de la Ranloue et Lebouvier, on crée un atelier de filature de chanvre et de lin au château. Monsieur Lebouvier est un « humaniste », et se désintéresse de tout bénéfice. Il demande que les détenus profitent de leur gain, avec une moitié réservée aux adoucissements de l'ordinaire et l'autre remise à la sortie. Le premier atelier est installé dans le « chauffoir » et sera vite remplacé en 1847 par un atelier plus vaste et plus conforme à l'hygiène.

Épilogue

Pendant cinquante ans, la prison départementale va contenir plusieurs centaines de détenus. Ils vivent à l'intérieur de cachots insalubres. L'insuffisance des ressources et le manque de volonté de l'administration font qu'ils manquent de tout. Un personnel de garde non qualifié, négligent, violent, spéculateur, augmente les difficultés de l'incarcération. Les derniers détenus qui rejoignent la prison sont les ardoisiers révoltés de Trélazé en août 1855.

La prison départementale du château est transférée en mai 1856 vers un nouveau lieu de détention nommé le Pré-Pigeon : « Hier, on a procédé à la translation des

détenus au château, au nombre de 132, dans la nouvelle prison départementale. Le transport a été effectué au moyen des omnibus du chemin de fer, et a été accompli avec tant d'ardeur que la population ne s'en est pas aperçu ». (Journal du Maine-et-Loire du 6 mai 1856). Très vite, l'Armée, installée au château, sollicite l'évacuation de la prison : elle considère qu'elle n'a pas à prendre en charge la sécurité de l'enclave carcérale qui ne lui appartient pas dans la forteresse. Le transfert est par ailleurs nécessaire, car malgré des améliorations notables, cette prison d'un autre âge ne répond pas aux exigences et à la nouvelle vision que l'on se fait de l'enfermement.

La nouvelle prison du Pré-Pigeon qui remplace celle du château, est construite sur le modèle cellulaire. Elle est la résultante de l'analyse d'Alexis de Tocqueville et Gustave Beaumont inspirée du système carcéral américain. Leur enquête a une grande influence sur le système pénitentiaire français, qui, isolant le détenu dans une cellule, et non plus en dortoir ou cachot, impose un retour sur lui-même et ses fautes qui visent à empêcher la récidive. D'un point de vue matériel, cet isolement individuel permet, pense-t-on, une surveillance plus aisée.

Le plus terrible des enfermements : « Les insensés furieux »

Au Moyen Âge, la « folie » n'a qu'une interprétation : « Les simples d'esprit » auxquels le Christ a promis la grâce céleste. Ils sont tolérés pourvu qu'ils ne troublent pas la vie de la société. À l'inverse, la folie violente, soumise à des crises et convulsions, est considérée comme la marque du démon.

Finalement au XVIII^e siècle, les choses n'ont que très peu évolué. En 1785, deux philanthropes, Colombier et Doublet font état de la situation dans le royaume :



Dessin de Peter Hawke (1801-1887) montrant la garde sur la courtine du château au niveau de la prison départementale. Musée de Beaux-Arts, Angers.

un penchant irrésistible à briser ! Deux jours auparavant, il avait enlevé avec ses doigts seuls d'énormes dalles d'ardoise pavant sa loge. Le geôlier lui avait fait mettre les fers aux mains ; les nombreux efforts de ce malheureux pour s'en débarrasser avaient causé une inflammation telle que les fers étaient entrés dans les chairs. Girard était entièrement nu, les reins ceints d'une corde en chiffon. Sa chevelure et sa barbe longues et épaisses, sans donner à sa physionomie un air méchant, le rendaient hideux. Cet infortuné me supplia de lui faire enlever ses fers, en me montrant ses plaies. Le geôlier n'avait pas attendu sa demande pour donner l'ordre d'aller chercher la clé. Mais la faim poignante de ce malheureux ne lui permet pas d'attendre qu'on l'ait délivré ; il réclame avec insistance son pain, il range de ses pieds sa litière et ses excréments ; la place à peine nette, une portion de ce brouet noir coule à terre : sans attendre le reste de sa pitance, il se précipite à genoux, prend paisiblement la seule position à lui permise, il se met à lécher et à laper comme un chien. Son pain divisé seulement en deux est à peine posé devant lui, qu'il saisit un de ces énormes morceaux avec les dents et le frotte contre le sol pour en arracher une bouchée. Une plainte sortit de sa bouche : « Oh ! je vous avait cependant demandé un plat ». Je ne pus résister à un pareil spectacle ; je sortis, âme navrée de douleur.

Je fus encore dans une sorte d'ancre sépulcral, situé à 20 pieds environ au dessous du niveau des cours. On y descend par un sentier rapide, traversant des ruines, où végètent des ronces et orties. Là était un homme scellé contre la muraille.

Le lendemain, je revins visiter ce pauvre Girard. J'appris que les fers n'avaient pu être enlevés sitôt mon départ, la rouille les ayant rivés : on y mit de l'huile ainsi que sur les bras pour en faciliter l'extraction. Ce ne fut qu'à deux heures de la nuit, qu'on parvint enfin à enlever celui du bras droit. Je le trouvais calme. Il me reconnut, se leva, vint à moi, me remercia de lui

avoir fait enlever ses fers, en me montrant l'horrible plaie qui lui en était restée. On lui avait mis un cataplasme qu'il avait ôté.

Sur treize fous actuellement au château, quatre seulement deviennent parfois furieux : Girard, Moreau, Youx et Turban ; les autres sont doux et tranquilles. L'un deux, Delaunay, se trouve détenu depuis vingt neuf ans.

Aucun traitement n'a été essayé sur plusieurs d'entre eux. Souvent on les amène des arrondissements sans donner au geôlier le moindre renseignement. L'année dernière, trois fous sont ainsi livrés au geôlier. Ils paraissent doux, on les met ensemble dans la même loge. Quelques jours après, l'un deux est trouvé nageant dans son sang, assassiné d'une manière atroce par un de ses camarades, avec des fragments de sabots dont l'un lui traversait le crâne...

L'année dernière, chez l'un deux, après des efforts inouïs pour arracher l'anneau qui le scellait à la muraille, l'exaspération fit place au découragement et à une sorte de stupeur : il se laissa mourir de faim après avoir maudit ses bourreaux.

Personne ne visite ces infortunés. Le geôlier (depuis près de quarante ans au château), tout familiarisé qu'il est avec les misères humaines, m'a avoué qu'il éprouvait un tel sentiment de répugnance, que, malgré la compassion qu'ils lui inspiraient, il s'abstenait le plus possible de les visiter, se déchargeant sur d'autres de cette partie de son service.

Aucun vêtement ne lui est affecté pour les fous ; il ne peut leur donner que les lambeaux de ceux condamnés. Contre ceux qui cassent et brisent, il n'y a aucun moyen de répression, aucun moyen préventif que les fers et toujours les fers...

Ne pourrait-on transférer de suite six ou sept de ces fous, soit aux Renfermés (hôpital général), soit aux Incurables, en attendant qu'un établissement spécial soit formé ? Cet établissement ne voit le jour qu'en 1844 à Sainte-Gemmes-sur-Loire.



Sculpture naïve exécutée par un prisonnier militaire dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Cet élément a été recueilli lors des fouilles de la salle comtale du château d'Angers effectuées en 1995-1996.

Les derniers prisonniers politiques du château d'Angers

Le 10 décembre 1848, Charles-Louis Napoléon Bonaparte est élu président de la II^e République. Par le coup d'état du 2 décembre 1851, il crée le Second empire et prend le titre de Napoléon III, Empereur des Français. La révolte des ardoisiers de Trélazé, les 26-27 août 1855, s'inscrit dans cette période de retour à un régime « autoritaire ».



Entraves (milieu du XIX^e siècle)
(musée national des prisons, Fontainebleau)
(Cliché É. Jabot, Arch. départ. de Maine-et-Loire).

Au départ, il s'agit d'une simple émeute qui rappelle les révoltes populaires d'Ancien Régime. De 1853 à 1855, les récoltes sont décevantes. En Anjou, 1855 s'annonce comme une année sombre pour l'agriculture. La France connaît alors une dernière vague de révoltes motivées par la cherté du pain qui reste la base de la nourriture pour une grande majorité de la population. Lorsque les émeutiers attaquent la gendarmerie de Trélazé, l'unique revendication consiste à réclamer de « *l'ouvrage et du pain* ». Si, pour la masse des manifestants et leurs familles, ce sont les difficultés de vie et de travail qui les engagent dans le mouvement, pour les meneurs, il s'agit d'une excellente occasion pour tenter une insurrection qui doit mener au renversement de Napoléon III. Les chefs sont affiliés à une société secrète républicaine et socialiste dite de la « Marianne ». Son but est de restaurer la République démocratique. La « Marianne » est particulièrement bien implantée en Anjou depuis 1853, en particulier chez les ardoisiers de Trélazé et les artisans d'Angers.



Pièce de 10 centimes à l'effigie de Napoléon III.
La date, 1856, correspond au transfert de la prison du
château vers celle du Pré-Pigeon nouvellement construite.
Cliché É. Jabot.

L'émeute

Le dimanche 26 août, de nombreux ouvriers des faubourgs et banlieue d'Angers se retrouvent en famille, à l'occasion de divertissements dans la commune de Saint-Barthélémy, toute proche de la ville. Quelques ardoisiers de

Trélazé en profitent pour préparer un rassemblement général de contestation. Vers 21 heures, les premiers signes d'agitation gagnent Trélazé. Simultanément, autour de minuit, Angers, Trélazé et les Ponts-de-Cé retentissent des revendications des manifestants.

La gendarmerie de Trélazé est pillée et l'on s'empare de quelques armes. Les émeutiers se joignent ensuite à leurs camarades venus de Saint-Barthélémy et des Ponts-de-Cé. Ils marchent ensemble sur Angers, précédés d'un chariot contenant de la poudre de mine (200 kg). Il s'agit, avec les insurgés de la ville, de s'emparer du château et de la caserne de l'Académie où séjourne la troupe. Leur colonne s'arrête rue Bressigny, entre 4 et 5 heures du matin. Divers chants républicains, dont la Marseillaise, résonnent dans le quartier.

Une révolte avortée

Mais d'importantes troupes à pied et à cheval, fusils armés et baïonnettes aux canons, les attendent. Les émeutiers, attaqués et encerclés, pris de panique, s'enfuient. Une centaine d'entre eux est immédiatement arrêtée. Pendant ce temps, en ville, les républicains se réunissent sur l'avant Mail, armés de pierres, de bâtons, de haches et de cartouches. La police les disperse, lâchant les chiens sur les fuyards. Sept d'entre eux sont pris.

Un deuxième rassemblement armé se forme à nouveau sur le Mail. Les manifestants avancent sur deux colonnes dans la grande allée. Un inspecteur de police désarme leur chef, provoquant la fuite des émeutiers.

Un épilogue dramatique mais significatif

Dans l'attente du procès, la prison départementale voit grossir ses rangs par l'internement de ces insurgés. En effet, ils



monum

